

Les jalons d'un changement de cap

Résumé de l'étude « L'Allemagne, un pays durable dans un monde globalisé » réalisée par l'Institut de Wuppertal pour le Climat, l'Environnement et l'Energie.

Les jalons d'un changement de cap

Titre original en allemand : Wegmarken für einen Kurswechsel. Eine Zusammenfassung der Studie Zukunftsfähiges Deutschland in einer globalisierten Welt des Wuppertal Instituts für Klima, Umwelt, Energie.

Edité par : Pain pour le Monde, www.brot-fuer-die-welt.de ; BUND Amis de la Terre Allemagne, www.bund.net ; Service des Eglises Evangéliques en Allemagne pour le Développement (EED), www.eed.de

Auteur du résumé : Uwe Hoering

Traduction : Claudine Didier, Noémie Ambroise, textdesign

Equipe de rédaction : Michael Frein, Jürgen Reichel, Jule Rode (coordination), Danuta Sacher, Klaus Seitz.

Avril 2009

Imprimé sur papier recyclé à 100% au bilan CO2 neutre, certifié par l'écolabel allemand Blauer Engel (Ange Bleu).

Table des matières

- 2 Préambule**
- 4 Introduction**
- 6 Où nous plaçons-nous?**
 - 6 Peu de progrès dans les leçons
 - 7 Un statut de nanti dans le monde entier
 - 9 Revers de la mondialisation
 - 11 Les perdants de la mondialisation
 - 12 Une question de justice
- 14 Dirigé sur un mauvais cap**
 - 14 Quelle croissance ?
 - 15 La dominance du marché
 - 16 La civilisation fossile
 - 17 On ne change rien
 - 18 Combien est nécessaire ?
 - 20 Changer – maintenant !
- 21 Concepts directeurs**
 - 21 Le droit d'accueil pour tous
 - 23 Le bien-être écologique
 - 24 La société de participation
 - 25 L'économie dans sa globalité
- 27 Chantiers**
 - 27 Le passage à l'énergie solaire
 - 29 Les chances d'une utilisation plus efficace des ressources
 - 30 La primauté de la politique
 - 31 La renaissance des régions
 - 32 Une répartition juste du travail
 - 34 Cap sur une politique intérieure mondiale
 - 34 Responsabilité dans les chaînes de production mondiales
 - 37 De nouvelles règles pour le commerce mondial
 - 38 Influence des citoyens
 - 39 Le privé est politique
- 40 Les acteurs du changement de cap**

Préambule

L'étude L'Allemagne, un pays durable dans un monde globalisé est parue mi-octobre 2008 lorsque l'ampleur de la crise financière s'est révélée. Cette crise des marchés financiers est rapidement devenue une crise économique touchant, à des degrés divers, la quasi-totalité des Etats. Les gouvernements ont réagi sans être aucunement préparés et de manière précipitée : avec la revendication d'une régulation des marchés financiers (qui reste à être mise en œuvre), mais surtout à coup de mesures d'urgence, de « plans de sauvetage » pour les banques, de mesures de soutien pour les entreprises touchées ainsi que de programmes de relance d'un coût global de plusieurs milliards. L'objectif consiste à stabiliser la situation et à poursuivre la stratégie de croissance. Après la tempête, des taux de croissance à nouveau positifs sont prédits. Ce modèle de réaction aussi coutumier que dépassé est fatal. Même si le choc de la faillite des banques a ébranlé brièvement le mensonge à soi-même selon lequel on pourrait vivre à crédit indéfiniment, il semble pourtant que l'on reprenne le cours de la vieille politique de croissance avec des programmes d'endettement colossaux. Le retour sur des routes connues depuis toujours peut sembler plus simple, mais celles-ci ne conduisent pas vers une Allemagne durable.

Mais au-delà des signaux d'alarme tirés par la crise économique actuelle dans le secteur de la bourse, ce sont désormais les signaux d'alarme tirés par la nature et les êtres humains bien éloignés du monde boursier qui passent au premier plan. Ils constituent les indices de la crise plus profonde, de la destruction de nos bases vitales naturelles ainsi que de la pauvreté et de la faim dans le monde.

Depuis la conférence sur l'environnement et le développement de 1992, le principe du

développement durable représente le moyen de sortir de cette crise de l'humanité. L'étude L'Allemagne, un pays durable dans un monde globalisé dresse un bilan mitigé sur les progrès qui ont été réalisés en Allemagne et à travers le monde entier depuis cette date. Malgré toute la rhétorique de la durabilité, malgré quelques projets et changements positifs, le bilan global montre que l'Allemagne et le monde ne se trouvent pas sur une voie durable ; il indique plutôt que les problèmes s'aggravent, que ce soit au niveau du changement climatique, de la diversité biologique ou de la faim dans le monde. Nous sommes bien loin d'un style d'économie et d'un modèle de prospérité qui soient acceptables et transposables à l'échelle mondiale. En même temps, le laps de temps dans lequel un changement de cap est possible se rétrécit. L'étude plaide donc de manière engagée en faveur d'un changement de cap. Elle propose des approches de solution – du plan international au national, de l'entreprise à la commune et au style de vie de chacun. Elle plaide en faveur de la primauté de la politique sur l'économie, de la priorité de l'intérêt public sur l'intérêt du profit, ainsi qu'en faveur d'une reconstruction de la société industrielle, ce afin de permettre une transformation écologique et une gestion durable. Elle plaide en faveur d'une transformation technologique et en même temps d'un changement au niveau de la civilisation.

Un changement de cap aussi profond doit être mis en œuvre et implique par conséquent un vaste débat social. C'est précisément ce débat que souhaitent lancer les éditeurs de cette étude. Son accueil positif montre que le débat portant sur la croissance et les valeurs, le capitalisme et la justice, la mondialisation et la régionalisation à l'époque d'aujourd'hui –

caractérisée par une perte d'orientation, où règnent un sentiment d'insécurité et un malaise croissant causé par une politique du cli-ché – rencontre de l'intérêt et une ouverture d'esprit au sein de la société.

Outre de nombreux lecteurs et lectrices, le livre a trouvé également de nombreux auditeurs et auditrices – des personnes qui ont discuté d'une Allemagne durable lors de diverses et nombreuses manifestations organisées, souvent en commun, par des bénévoles et des collaborateurs des associations d'éditeurs. Afin de convier encore davantage de personnes à débattre, du matériel est en cours d'élaboration pour l'enseignement, une exposition en cours de préparation tout comme actuellement cette version courte. Il s'agit d'un document pertinent qui expose les sujets essentiels abordés dans l'étude. Les traductions anglaise, française, portugaise, russe et espagnole permettent de la présenter également à un public international.

L'Allemagne, un pays durable dans un monde globalisé se réfère à la situation concrète de l'Allemagne mais concerne également, du point de vue de nombreux problèmes et solutions, la

situation d'autres pays industrialisés. Le thème central de l'étude est la mondialisation, ses conséquences et les nécessités d'une réorganisation et qui se veut de poursuivre l'objectif de la justice internationale. Il est donc logique que nous, en tant qu'éditeurs, souhaitions porter ce débat également au-delà des frontières de l'Allemagne, en particulier avec nos organisations partenaires internationales. Les éditeurs souhaitent adresser leurs remerciements et exprimer toute leur gratitude à l'auteur de cette version courte, Uwe Hoering. Car ce n'est pas une tâche aisée que de condenser en 40 pages une étude qui en compte au total plus de 600.

Nous espérons que cette version courte contribuera également à renforcer le courage d'opter pour une pensée alternative et de nouveaux moyens d'action. Nous partageons ensemble la conviction de pouvoir faire face avec espoir aux crises actuelles. Ainsi, nous avons conclu l'étude avec une phrase qu'Antonio Gramsci a écrit en prison : « Je suis pessimiste par l'intelligence mais optimiste par la volonté. » Chrétiennes et Chrétiens pourraient ajouter : « La vie est dans le sentier de la justice. » (Proverbes 12,28)




BUND Amis de la Terre Allemagne

Prof. Dr. Hubert Weiger, Président

Dr. Angelika Zahrnt, Présidente d'honneur



**Service des Eglises Evangéliques en Allemagne
pour le Développement (EED)**

Wilfried Steen, Directeur exécutif



Pain pour le Monde

Cornelia Füllkrug-Weitzel, Directrice

Introduction

L'Allemagne doit devenir un pays durable ! Il semble qu'avec ce vœu formulé, on enfonce des portes ouvertes. En effet, le terme de durabilité, ou de « développement durable », est dans toutes les bouches. Rares sont les entreprises n'ayant pas rédigé un rapport sur l'environnement ou le développement durable et n'ayant pas introduit des systèmes de gestion appropriés. Le gouvernement fédéral allemand a élaboré une stratégie de développement durable et fondé le « Conseil pour le développement durable » qui est chargé de le conseiller dans la mise en œuvre de cette stratégie. Un soutien est également apporté par les Nations Unies qui ont déclaré les années de 2005 à 2014 comme étant la Décade de l'éducation pour un développement durable.

Le concept en lui-même jouit d'une conjoncture favorable et la conscience publique a également changé : avec son film « Une vérité qui dérange », Al Gore a remporté un oscar et est co-lauréat du prix Nobel de la paix 2007 avec le Groupe des Nations Unies sur le changement climatique. La vente des marchandises relevant du commerce équitable et des produits biologiques est en augmentation, la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité s'élève désormais à 17 % en Allemagne. Les stars hollywoodiennes conduisent des voitures hybrides et même les quotidiens à sensation traitent de la protection climatique. Bref, le thème de la durabilité est d'actualité.

Les temps de l'euphorie néolibérale et de la mondialisation triomphante sont-ils révolus ? Les premières réactions de la politique face à l'accentuation de la crise des marchés financiers fin 2008 semblent l'indiquer. Mais surtout, le changement climatique confirme dans toutes les sociétés et dans les domaines de la politique et de l'économie le pressentiment profond que la nature reprend ses droits. Et plus encore : le

changement climatique menace désormais la stabilité de l'économie mondiale. La crise énergétique, la crise alimentaire et depuis peu la crise financière, qui se répercute sur l'économie réelle et menace d'ébranler l'économie mondiale capitaliste dans ses fondements comme dans les années 30, renforcent l'inquiétude naissante. Le sentiment d'une nécessité d'action se répand de plus en plus. L'essor des pays émergents avec, en toute première ligne, la Chine et l'Inde, devient une entrave car il provoque aussi une augmentation rapide de la consommation des ressources et des émissions de gaz à effet de serre. On assiste à une prise de conscience croissante concernant le fait que l'avenir dans sa globalité est en jeu et on se rend compte qu'un revirement est indispensable.

Cependant, le fait que tous aujourd'hui se prononcent en faveur du développement durable ne signifie pas que tous saisissent le concept de la même manière. Souvent, la notion de durabilité est collée comme une quelconque étiquette, réduite à un seul aspect, voire utilisée en étant dénuée de tout contenu. En dépit de la rhétorique de la préoccupation officielle vis-à-vis de la crise climatique et des conséquences de la mondialisation, de nombreuses choses suivent leur cours habituel dans la politique, l'économie ainsi que dans la vie de tous les jours. Avec leur modèle d'exportation d'industrie basée sur les énergies fossiles, les pays riches continuent d'alimenter le danger environnemental global. Par le biais d'une libéralisation de l'économie mondiale, ils s'assurent l'accès à l'ensemble des marchés et des pays. Pendant ce temps, la promesse d'un développement durable pour les pays pauvres reste vaine. Le fait que la libéralisation économique et la mondialisation ne contribuent pas à créer une plus grande justice se profile depuis longtemps déjà ; la paupérisation et l'appauvrissement s'accompagnent d'un enrichissement outrageant.

La vision d'une durabilité, ou d'un développement durable, doit indiquer une voie permettant de changer la situation. Elle vise rien de moins qu'un changement de cap fondamental dans tous les domaines. L'objectif est de préserver les bases vitales naturelles, la justice sociale ainsi qu'un développement économique et social autodéterminé, solide et équilibré pour l'ensemble des pays.

Les stratégies prédominantes pour la durabilité sont toutefois très éloignées d'un tel changement de cap. Tout au mieux, elles corrigent la trajectoire. L'écart entre la rhétorique et la pratique s'accroît. Les approches trouvées jusqu'à aujourd'hui n'ont pas permis de protéger l'environnement, de stabiliser l'économie ni de réduire le nombre de pauvres. Comme avant, ce sont les intérêts économiques qui dominent – comme diktat de la croissance, comme politique locale, comme valeur actionnariale.

En même temps, s'est maintes fois imposée dans la pratique une interprétation du triangle du développement durable, très souvent évoqué, qui a rendu absurde l'intention initiale. Afin de surmonter les conflits entre le développement écologique, social et économique, la définition dominante de la durabilité a souligné l'équivalence de ces aspects. Mais l'argument selon lequel il ne faut pas interpréter cette équivalence de manière trop rigide, mais plutôt l'aborder avec souplesse et dynamisme, a permis de poursuivre sans le moindre changement le « *business as usual* » sous le sceau du « développement durable ». En fait, la priorité est donnée aux intérêts économiques pour y associer ensuite les aspects sociaux et écologiques dans la mesure où cela paraît opportun. Suivant cette logique, une nouvelle autoroute est souvent considérée comme socialement souhaitable parce qu'elle crée des emplois – une réserve écologique sur les îlots de verdure en fait une autoroute « durable » qui assure des bénéfices, des emplois et un avenir pour la flore et la faune.

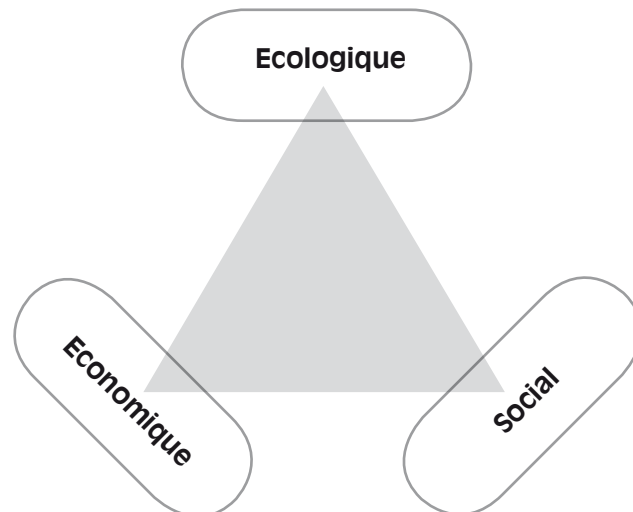
Il s'agit de surmonter ce modèle de pensée et d'action. Le filet de sécurité des droits de l'homme et les limites écologiques doivent définir le cadre

des objectifs économiques et, si nécessaire, le restreindre. Un aspect central ici est de réguler et de stimuler les marchés de sorte qu'ils s'orientent vers l'intérêt public, et ce dans la dimension globale d'une société mondiale.

Mais comment l'Allemagne peut-elle devenir un pays durable dans un monde globalisé ? Il faut tout d'abord définir quelle contribution l'Allemagne apporte à la crise actuelle. Où nous plaçons-nous ? Quels progrès ont été réalisés ? Quelles sont les principales coordonnées de navigation ayant fait que la réalité est en telle contradiction avec la rhétorique et les nécessités ? Et où finalement se situent les aiguillages à régler pour qu'un changement de cap fondamental s'opère ?

En partant de ce bilan, d'importantes lignes directrices pour un changement de cap, par exemple, une autre approche de la croissance et du bien-être se précisent. Elles peuvent fournir une orientation pour les changements, l'action politique et le comportement social, et ce très concrètement pour les nombreux chantiers à entreprendre afin d'accomplir la vision d'une société durable. Des exemples, des modèles ainsi que des propositions de solutions existent depuis longtemps – le temps est venu de les mettre en œuvre, même s'ils vont à l'encontre d'intérêts, d'habitudes et de rapports de force différents.

Le triangle du développement durable



Où nous plaçons-nous?

En 1992, les chefs d'Etat et de gouvernement de 176 pays se sont réunis à Rio de Janeiro pour assister à une conférence sur l'environnement et le développement (CNUED) à l'initiative des Nations Unies. Ils prirent alors un engagement international pour la mise en œuvre d'un concept de « développement durable » au niveau local, national et international. Quatre ans plus tard, le BUND, section allemande des Amis de la Terre, et Misereor lancent, avec l'étude intitulée « Une Allemagne durable », qui tout comme la nouvelle étude, a été réalisée par l'Institut de Wuppertal pour le Climat, l'Environnement et l'Energie, un débat intensif sur le thème de la durabilité. La question est de savoir ce qui a été réalisé jusqu'à aujourd'hui. Quels progrès ont été enregistrés ? L'Allemagne s'est-elle davantage inscrite dans une logique d'avenir ?

Peu de progrès dans les leçons

Douze ans après la parution de la première étude « Une Allemagne durable », le bilan environnemental est décevant. Les objectifs à court terme définis dans le document en grande partie n'ont pas pu être atteints. Et au vu des tendances évolutives, il ne semble pas que les objectifs à long terme pour un développement durable soient réalisables. Un changement de cap ne s'est pas opéré, juste quelques corrections de trajectoire.

L'Allemagne n'est donc guère devenue plus écologique. La politique a certes réagi en mettant en œuvre la stratégie nationale pour la durabilité ainsi que le programme de protection climatique, mais les mesures sont appliquées de manière insatisfaisante et insuffisante. Dans certains domaines, par exemple la lutte contre les pluies acides, des succès partiels remarquables ont été

obtenus. En ce qui concerne les énergies renouvelables, l'Allemagne est devenue pionnière au niveau technique et politique en montrant comment préserver les ressources.

La demande en matières premières a malgré tout augmenté en Allemagne : une quantité croissante de métaux, de pétrole ou de charbon, est consommée. Le besoin en produits végétaux et animaux est également resté important. La consommation d'énergie primaire se maintient à un niveau élevé quasiment identique depuis 15 ans. Le recours aux engrais et aux pesticides polluants ne faiblit pas. Trop peu de mesures sont prises en termes de prévention des déchets et de recyclage. Une surface de territoire de plus en plus grande est réquisitionnée pour le bâtiment et la circulation ; l'augmentation des surfaces réservées à l'habitat et à la circulation est constante depuis de nombreuses années. Le fait que les émissions de gaz à effet de serre CO₂ ont nettement diminué depuis le début des années 90 est positif mais sans mérite propre car cette diminution est la conséquence des restructurations du secteur de l'industrie et de l'énergie entreprises en ex-RDA après la réunification de l'Allemagne. La qualité de l'air s'est améliorée mais pour la plupart des substances polluantes, les objectifs de réduction n'ont pas été atteints.

Comme d'autres pays industriels, l'Allemagne est une société de croissance, et ce pas seulement sur le plan économique. La croissance est bien davantage considérée comme une condition préalable pour résoudre les problèmes sociaux, faire baisser le chômage et garantir les emplois, financer les systèmes sociaux et réduire la dette de l'Etat ou encore pour protéger l'environnement de manière efficace. Mais l'orientation sur la croissance est en relation tendue avec la durabilité car elle soumet l'environnement à des contraintes et des sollicitations toujours plus fortes.

La majeure partie des problèmes environnementaux est causée par la satisfaction de nos besoins et de nos habitudes. Manger et boire, habiter et se déplacer, en particulier avec sa voiture individuelle ou en avion. Ces besoins nécessitent d'importantes quantités de matières premières et provoquent des émissions colossales. Prenons l'exemple de l'alimentation : les contraintes environnementales commencent avec la production agricole, se poursuivent avec la transformation et la fabrication des denrées alimentaires et des boissons, puis avec leur distribution, leur stockage et leur préparation. Dans ce contexte, ce sont les personnes appartenant aux couches sociales supérieures, à la lumière de revenus élevés, de leur niveau d'instruction et de leur profession, qui sont responsables de la majeure partie de ces contraintes environnementales même si nombre d'entre elles ont adopté un mode de pensée écologique et font leurs achats dans les magasins biologiques.

Un statut de nanti dans le monde entier

L'Allemagne n'est pas seulement un acteur de premier plan dans l'économie mondiale mais, dans l'ensemble, elle fait partie des gagnants de la mondialisation. En tant que « championne du monde de l'exportation », la République Fédérale d'Allemagne profite de ce que d'autres pays achètent de plus en plus les produits allemands car cela permet de conserver les emplois et d'en créer de nouveaux – généralement hautement qualifiés –, d'accroître les bénéfices des entreprises et de stimuler la croissance économique. En outre, les sociétés allemandes investissent des capitaux considérables à l'étranger, une tendance également à la hausse. Et inversement, un transfert vers l'Allemagne de quantités importantes de marchandises ainsi que d'investissements élevés s'opère depuis l'étranger.

La course globale aux rendements financiers maximums est le moteur de la mondialisation

actuelle. Avec la croissance du commerce extérieur allemand, en particulier dans les domaines de l'automobile, des machines et des produits chimiques, on assiste aussi à un transfert des contraintes environnementales vers l'étranger. Le fait de prôner le recours à des avantages compétitifs, par exemple dans le secteur de la métallurgie avec le transfert à l'étranger de chaînes de production intensive en énergie, réduit le bilan environnemental de l'Allemagne seulement en apparence. La fabrication à l'étranger de vêtements, de jouets et d'ordinateurs destinés à la consommation allemande contribue également à une augmentation de CO₂ dans les pays en question. De plus en plus de matières premières telles que les métaux, le pétrole, etc. devant être importées, la pollution dans les pays fournisseurs augmente aussi à cause de l'extraction et du retraitement de ces matières. Dans de nombreuses régions hors de

L'empreinte écologique

Les activités économiques nécessitent les forêts, l'eau et la terre, le charbon, le pétrole, le gaz et l'uranium, mais aussi de la place pour les déchets et la biomasse pour la réduction des émissions. « L'empreinte écologique » vise à traduire cette consommation environnementale et ce besoin en ressources en un indice de surface standardisé. En 2003, l'empreinte écologique par personne dans les vieux pays industriels était six fois plus élevée que dans les pays pauvres et plus de deux fois supérieure à celle des pays émergents. Par rapport à 1975, elle s'est fortement élargie dans les pays industriels et émergents tandis qu'elle s'est amoindrie dans les pays pauvres.

	Empreinte écologique/pers. 1975 en ha globaux	Empreinte écologique/pers. 2003 en ha globaux	Changement 1975 - 2003 en %
Pays industrialisés USA, UE-15, Canada, Japon, Australie	5,54	6,62	23,4
Pays émergents Choix de 16	1,99	2,85	39,6
Pays pauvres Choix de 12	1,22	1,13	-0,75

l'Allemagne, une grande partie de la surface agricole utile sert à notre approvisionnement, par exemple en aliments pour le bétail ou en agrocarburants. Les voyages dans des pays lointains, les services de transport et les chaînes de produits transnationales, qui partagent les processus de fabrication d'un produit entre plusieurs pays, entraînent une augmentation des émissions ; le trafic aérien influençant le climat de manière particulièrement nocive. L'« empreinte écologique » de l'Allemagne est donc bien plus importante que celle qui lui revient – nous vivons aux dépens de l'environnement des autres.

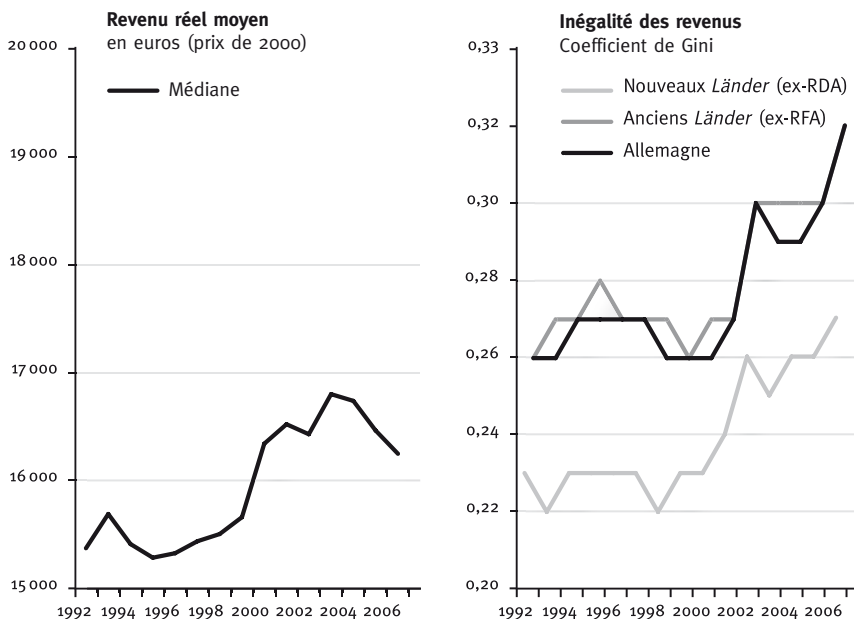
Sur le plan économique également, la réussite de l'Allemagne dans l'économie mondiale comporte des inconvénients pour d'autres pays. Pendant des dizaines d'années, l'exportation des produits « *Made in Germany* » a battu sans cesse de nouveaux records. Pour les pays importateurs, où les fournisseurs nationaux sont évincés du marché, cet essor entraîne souvent des désavantages en termes d'économie et de

politique de l'emploi. Non seulement cette perte de capacité économique autonome va à l'encontre d'une équité économique, mais elle menace également la diversité et la durabilité du monde. La supériorité économique de l'Allemagne ainsi que d'autres pays industriels influence et supplante les particularités sociales, culturelles et écologiques de l'économie locale dans de nombreuses régions du monde – elles s'uniformisent, voire disparaissent entièrement.

En tant que pays industriel typique, l'Allemagne a ainsi un rôle actif à maints égards dans le fait que la situation de crise et d'injustice au niveau global perdure. De par ses exportations et les investissements qu'elle réalise à l'étranger, l'Allemagne participe, elle aussi, au développement d'une structure économique mondiale qui n'est pas viable à long terme. Les bénéfices qu'elle engrange sur les marchés mondiaux proviennent, pour une bonne partie, de l'expansion d'une économie abusive sur le plan social et écologique dans les pays émergents. Parce que les modèles de consommation et de production allemands restent encore considérablement liés à une consommation des ressources élevée et à des contraintes environnementales, elle s'approprie une part disproportionnée de l'espace environnemental globalement limité. Il en résulte un déplacement des richesses d'autres pays vers l'Allemagne.

Mais la mondialisation connaît aussi d'autres revers de médaille. En Allemagne, les effets de la stratégie de libéralisation économique n'ont pas été atténués par une politique sociale adaptée. Depuis plusieurs années, les salaires baissent et l'écart entre les hauts et les faibles revenus augmente. Les bénéfices liés à l'exportation n'ont pas été suffisamment redistribués. Le fait que l'Allemagne soit un pays phare en termes d'exportation et d'évolution des bénéfices des entreprises mais que, dans le même temps, elle fasse partie, comparé aux pays industriels, des lanternes rouges au niveau de la politique sociale, salariale et d'éducation ne va absolument pas dans le sens de la durabilité. Et quand les

Revenus réels et inégalité des revenus en Allemagne



producteurs dans d'autres pays sont évincés du marché à cause des exportations allemandes, cela va à l'encontre de la politique « d'équité sociale et de voisinage global », pourtant exigée par l'étude « Une Allemagne durable » réalisée il y a douze ans.

En même temps, il semble apparaître que les risques et les inconvénients de la mondialisation se renforceront. Aujourd'hui déjà, l'économie allemande est extrêmement dépendante de ses exportations. Leur augmentation perpétuelle et continue n'est ni réaliste – les débouchés ne s'élargissent pas indéfiniment – ni souhaitable. De plus, des signes tendent à montrer que l'ère de la mondialisation accélérée, stimulée par les faibles coûts du carburant et de l'énergie, de l'ouverture continue de marchés ainsi que des rendements financiers atteignant des sommets sur de simples spéculations touche à sa fin. Sur le plan international, les négociations de l'OMC visant à poursuivre la libéralisation du commerce sont dans une impasse. De plus en plus de pays réclament le recours à des possibilités pour protéger leurs marchés face à une concurrence étrangère souveraine, comme c'est le cas par exemple avec l'approvisionnement en denrées alimentaires (« sécurité alimentaire »). Les frais de transport augmenteront farouchement lorsque le pic pétrolier mondial aura été atteint, entraînant alors le déclin de la production de pétrole et l'augmentation de son prix.

C'est la raison pour laquelle l'économie exportatrice allemande devra se préparer au déclin de la mondialisation caractérisée par la consommation des énergies fossiles, et le plus tôt sera le mieux. Il est donc indispensable de la transformer en un prestataire de services pour des technologies utilisant les ressources de manière efficiente, pour une mobilité intelligente ainsi qu'un approvisionnement écologique et une élimination des déchets non polluante. Des approches fort prometteuses et lucratives existent déjà dans ce contexte. Au lieu de contribuer à aider « chaque Chinois à acheter une voiture » et de réaliser ainsi la vision cauchemardesque

Le pic pétrolier

Alors que les réserves de combustibles fossiles sont limitées, la consommation est en hausse constante, plus importante que prévue, depuis la fin des années 90 à cause de la forte croissance économique globale. La plupart des observateurs prévoient que le point culminant (pic) de la production mondiale de pétrole sera atteint dans les dix ou quinze prochaines années. Une fois ce pic atteint, le fossé entre un besoin toujours croissant et une production déclinant rapidement commencera à s'élargir. Près de la moitié des Etats producteurs de pétrole ont déjà dépassé leur maximum d'extraction, parmi lesquels les Etats-Unis, la Norvège, la Grande-Bretagne et le Mexique.

d'une société automobile globale, l'économie exportatrice devrait considérer de manière sérieuse le rôle d'exemple des sociétés industrielles et mettre en pratique, par exemple, des idées qui permettraient à la population mondiale croissante d'être mobile avec des systèmes de transport publics préservant le climat.

Revers de la mondialisation

A l'instar de l'Allemagne, quelques progrès ont été réalisés au niveau international depuis le « Sommet de la Terre » de 1992, par exemple, dans le domaine climatique avec le protocole de Kyoto ou le protocole de Carthagène sur le commerce transfrontalier d'organismes génétiquement modifiés. Dans le rapport Nord-Sud également, des efforts ont été fournis afin de lutter plus efficacement contre la pauvreté (objectifs du Millénaire pour le développement fixés par l'ONU) et d'alléger les lourdes dettes des pays les plus pauvres. De plus, il est devenu heureusement évident de manière plus large que la politique commerciale et de subvention des pays industriels a des effets négatifs sur les pays du Sud et de nombreux producteurs locaux, et que les conséquences du changement climatique touchent en tout premier lieu les pauvres.

Mais des changements fondamentaux ne se sont pas opérés. La diversité de la faune et de la flore continue de s'appauvrir en Allemagne, en Europe et dans le monde entier. La teneur en CO₂ dans l'atmosphère continue d'augmenter et les conséquences de l'effet de serre sont visibles pour tous – avec par exemple l'ouragan Katrina et la fonte des icebergs. Il existe des analyses à prendre au sérieux qui montrent que le changement climatique menace déjà la stabilité de l'économie mondiale. Il semblerait que la nature reprenne ses droits.

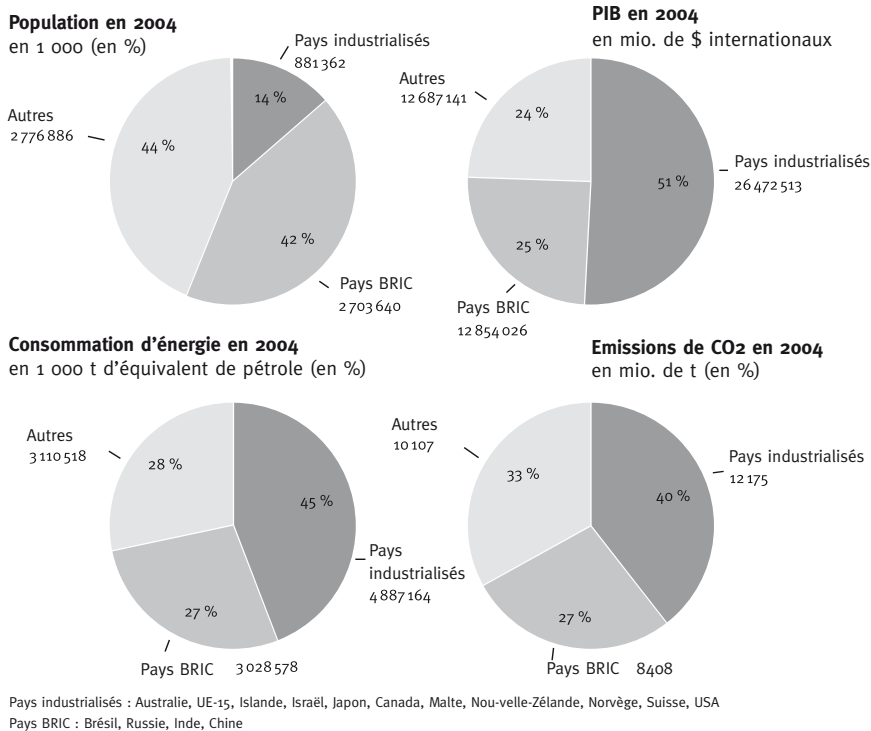
La responsabilité de la surexploitation et de la pollution est partagée de manière très inégale : jusqu'à présent, c'étaient essentiellement les pays

industriels qui, avec leur « empreinte écologique » disproportionnée, entraînaient une surcharge de la viabilité globale. Mais l'asymétrie de la maîtrise des ressources a changé depuis peu. La course au rattrapage des pays émergents est acharnée. La mondialisation se retourne contre ses « créateurs ».

L'essor des pays émergents en Asie et en Amérique latine avec, en toute première ligne, la Chine et l'Inde est un événement universellement historique. Avec elle, se concrétise pour ces nations la promesse de rejoindre un jour les pays occidentaux. Dans cette course, ils sont soutenus par des entreprises des pays industriels. Dans leur quête universelle de main-d'œuvre bon marché, de faibles coûts de production et de nouveaux débouchés, elles sont souvent poussées par les actionnaires et les agents boursiers pour qui la valeur actionnariale, c.-à-d. la hausse du cours des actions, constitue le premier indicateur économique. Dans la plupart des pays industriels, on peut entre-temps observer une tendance à la baisse des revenus réels, et qui plus est l'écart entre les hauts et les bas salaires se creuse et l'inégalité sociale augmente. Est-ce que cela signifierait que les gagnants de la mondialisation ne se trouvent plus à Londres et Los Angeles, mais désormais à Shanghai et Hanoi ?

Le développement de rattrapage des pays émergents comme la Chine et l'Inde suivant le modèle des pays industriels accélère considérablement l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre ainsi que la demande en ressources – du pétrole aux denrées alimentaires en passant par les métaux. Leur sortie du sous-développement et de la subordination conduit directement, avec le modèle de développement dominant, au passage à l'économie écologique abusive. L'essor de l'Europe, réussi au prix d'un chaos climatique, d'une pénurie de pétrole et d'une dégradation de la biodiversité, est basé sur le fait que les nations s'approprient les richesses naturelles de la Terre de manière extrêmement inégale. Et vu que le compte environnemental est déjà à découvert à l'échelle globale,

L'injustice dans l'espace environnemental



Source : *L'Allemagne, un pays durable dans un monde globalisé*, p. 124

la répartition inégale des ressources prend des traits menaçants avec les nouvelles puissances économiques.

Les perdants de la mondialisation

Tandis que la Chine, l'Inde ou le Brésil disputent aux « vieux » pays industriels la suprématie économique et de plus en plus aussi politique, d'autres pays sont encore plus relégués à l'écart. Ainsi la part détenue par l'Afrique dans le commerce international a chuté sous la barre des deux pour cent. La mondialisation de quelques pays s'accomplit en même temps avec la marginalisation de nombreux autres – notamment ceux dont l'économie peut à peine tenir face à la concurrence renforcée par la mondialisation. Pour la plupart des pays, les promesses de développement n'étaient qu'un mirage. Une des causes est le passé colonial qui a laissé comme lourd héritage une structure économique dépendante unilatéralement, des institutions étatiques incompétentes ainsi qu'une mauvaise infrastructure. Dans de nombreux pays, le « développement » a causé un surendettement et une sortie des capitaux. Les programmes d'adaptation structurelle impliquant la suppression de programmes sociaux ou d'importations agricoles bon marché ont entraîné un étranglement accru de l'Etat et de l'économie au lieu d'un développement porteur. Même les bénéfices de la croissance, tels qu'enregistrés ces dernières années dans certains pays africains, ne suffisent pas pour rattraper l'avance des pays industriels et émergents, ne serait-ce qu'en partie. L'inégalité entre les Etats a considérablement augmenté depuis 1980 à peu près. Du point de vue économique, le monde se divise de plus en plus.

L'inégalité au sein même des pays s'aggrave également. Un revenu national élevé est acquis avec un fossé de plus en plus profond entre pauvres et riches – au Nord comme au Sud. La mondialisation a engendré une classe de con-

sommateurs internationale suivant le modèle de la société de consommation occidentale. Pendant ce temps, la propagation de nos modèles de consommation entraîne d'autres contraintes sur la biosphère – ce en particulier à cause de la consommation de viande accrue et du nombre croissant de voitures et d'appareils électroménagers.

La contrepartie du bien-être de la classe de consommateurs internationale est la pauvreté persistante des classes inférieures de l'inégalité nationale – sans-terre ou habitants de bidonvilles, petits paysans ou marchands ambulants, femmes seules ou travailleurs nomades. Ces personnes n'ont ni les moyens, ni le pouvoir de changer leur situation de manière durable. Elles sont souvent les victimes d'une politique d'adaptation structurelle qui mène les paysans à la ruine. Les richesses du sous-sol, la terre et l'eau sont utilisées pour que les riches puissent vivre au-dessus de leurs moyens tandis que les laissés-pour-compte restent pauvres. Pour la partie de la population mondiale qui n'est pas responsable du déclin de l'environnement global, le manque de ressources devient souvent une menace existentielle.

Ce dont les Etats industriels disposent en trop grande quantité, les pays pauvres n'en disposent pas assez : ces derniers exploitent bien moins de ressources, à commencer par les engrais et les pesticides jusqu'à la technologie en passant par le pétrole et le charbon. Mais en dessous d'un certain niveau d'utilisation des ressources, notamment de l'énergie, il n'y a pas moyen d'échapper à la pauvreté pécuniaire et à la marginalisation. Ces pays ont donc droit à utiliser davantage de ressources pour leur propre développement afin d'atteindre au moins un niveau qui permette à tous les citoyens de vivre dignement.

Mais la plupart des ressources sont limitées. Et il est devenu notoire que les réserves de pétrole, de terre et d'eau arrivent à leurs limites. Alors, la question de leur répartition devient de plus en plus sensible, les conflits s'intensifient. Le manque de ressources crée un climat belliqueux dans le monde. Cela concerne les conflits

Le carburant et la faim

La contribution des agrocarburants – désignés à tort par biocarburants – à la protection climatique est extrêmement discutable. Leur culture sur de grandes superficies cause la destruction d'importants écosystèmes et a des effets négatifs sur la mise à disposition de denrées alimentaires et d'aliments pour le bétail. Au vu des importations élevées, notamment d'huiles de palme, une vraie diminution de la dépendance vis-à-vis des importations n'a en outre pas lieu pour la plupart des pays, entre autres, l'Allemagne.

géopolitiques quand les pays ne disposant ni de ressources importantes ni d'argent sont à la peine pour pouvoir se les acheter – à des prix en hausse à long terme. Mais au sein même des pays aussi, des conflits éclatent de plus en plus. Les gens s'opposent aux grandes centrales d'énergie, à l'exploitation minière et aux plantations pour agrocarburants et produits d'exportation qui leur enlèvent leurs ressources vitales ; les chalutiers industriels et les petits pêcheurs se battent pour les réserves naturelles de poissons en voie de disparition ; les habitants des bidonvilles luttent pour avoir de l'eau propre et potable. Souvent, la nécessité d'utiliser les écosystèmes pour assurer la subsistance va à l'encontre d'intérêts puissants et influents qui veulent les exploiter comme bien économique à des fins de maximisation des bénéfices. Les besoins pour la subsistance s'opposent aux besoins de luxe. Et le droit à la propriété privée constitue une gêne pour les biens communautaires qui devraient être utilisés au profit de tous.

Une question de justice

Ces dernières années, la mondialisation fut sans conteste une histoire économique couronnée de succès pour l'Allemagne comme pour toute une série d'autres Etats. Le bien-être matériel dans le monde s'est globalement

amélioré, mais s'accompagne en même temps d'une augmentation de l'injustice, des conflits et de la discorde ainsi que de dégradations environnementales et d'un pillage des ressources vitales. La pénurie des ressources est tristement perceptible avec la hausse des prix et ses effets à longue portée sur pratiquement tous les secteurs de l'économie et de la vie. Au vu d'une « croissance sans création d'emplois » (*jobless growth*), un retour durable au plein emploi est parfaitement illusoire. La crise alimentaire et la crise de la pauvreté sont aggravées par les crises économiques. La croissance économique n'apporte pas la prospérité pour tous, au contraire elle s'accompagne d'une injustice sociale encore plus marquée – de plus en plus aussi dans les pays émergents. La pauvreté persistante est une caractéristique de la plupart des pays en voie de développement.

Les répercussions écologiques se font également sentir. Elles touchent plus fortement les groupes de population et les pays les plus démunis que les nantis qui peuvent mieux s'armer et s'affranchir. Le succès économique s'accompagne d'une nouvelle répartition des richesses du bas vers le haut tandis que les contraintes environnementales se décalent « vers l'extérieur » – vers les pays du Sud, sur les groupes de population plus pauvres.

Les conflits pour l'accès aux ressources, générés par la croissance économique et aggravés par la mondialisation, revêtent une importance accrue aux yeux des politiques et du grand public d'un point de vue de la sécurité nationale. L'agenda environnemental se voit de plus en plus mis à l'écart au profit de l'agenda de la sécurité. Il ne faut cependant pas perdre de vue le fait que l'aggravation des conflits autour des matières premières, des bases vitales et des biens communautaires est aussi et avant tout une question de justice. Qui détient quel droit sur le sol, l'eau, le pétrole ou encore l'atmosphère ? Les droits à la vie de nombreux pauvres de ce monde ne pourront être garantis que si la classe globale des grands consommateurs réduit sa demande en

ressources naturelles. Si le besoin en eau des entreprises agricoles et de l'industrie diminue, alors il en restera suffisamment dans les nappes phréatiques pour alimenter les puits des villages. L'appropriation inégale des ressources revient à priver les pays pauvres de moyens de survie. La surexploitation des ressources des uns aggrave le sous-développement des autres.

Tant que les pays industriels persisteront dans leur exploitation excessive du patrimoine naturel global, ils excluront de nombreuses nations d'une utilisation égale de la biosphère. Si les riches ne baissent pas leur besoin en ressources, une cohabitation des nations équilibrée et pacifique sera impossible. Une plus grande justice dans le monde basée sur le niveau de consommation des pays industriels n'est pas possible. La question qui se pose est la suivante : réussissons-nous à développer des formes de prospérité qui épuisent beaucoup moins la nature ou bien les pauvres devront-ils rester exclus pour sauver l'environnement ?

Au vu des expériences faites jusqu'à présent et des répercussions négatives, de plus en plus de citoyens en Allemagne et dans d'autres pays remettent en cause la politique de mondialisation. Le paradigme néolibéral selon lequel la libéralisation économique, le libre commerce et la privatisation pour tous sont censés apporter croissance et prospérité a, semble-t-il, échoué. Il faut rendre possible une plus grande justice globale sans que la Terre ne devienne inhospitalière. C'est pourquoi il est grand temps de passer au banc d'essai le modèle de prospérité de l'époque moderne industrielle et le réinventer. Sans l'écologie, une justice ne sera plus possible au 21^e siècle – ni la sécurité. Et vice versa, sans justice sociale, les réponses aux défis écologiques ne sont pas assez efficaces.

Dirigé sur un mauvais cap

Qu'est-ce qu'explique que le bilan soit si mauvais ? Pourquoi un changement de cap n'a pas eu lieu ? Quelles sont les coordonnées de navigation ayant conduit le monde à détruire encore davantage l'environnement, à le fragiliser face à la crise et à laisser se répandre l'injustice malgré toutes les prises de conscience, protestations et quelques approches positives ? Ces questions sont fondamentales pour répondre au défi immédiat à relever : quels mécanismes essentiels doivent être modifiés pour opérer le changement de cap nécessaire, pour ne pas se satisfaire de mesures et de replâtrages efficaces à court terme ou se reposer sur des promesses de solutions qui ne serviraient qu'à figer le statu quo ?

Quelle croissance ?

Une des orientations actuelles est l'impératif de croissance qui domine toujours la programmation des événements politiques. Des promesses suivant le précepte « une marée montante soulève tous les bateaux » permettent aux politiciens et aux économistes d'ignorer les questions de la répartition des richesses. La croissance devient un tranquillisant face aux exigences relatives à une nouvelle répartition et doit désamorcer les conflits sociaux au niveau national et international. La productivité, les bénéfices des entreprises et les dividendes deviennent ainsi plus importants que la justice sociale.

L'indicateur courant utilisé pour mesurer la croissance économique est le produit intérieur brut (P.I.B.). Longtemps, les taux de croissance s'accompagnaient d'une hausse de la consommation d'énergies fossiles et de matières premières. Ce sont les réserves apparemment illimitées de charbon bon marché, de pétrole et de gaz naturel qui ont permis la croissance de

l'industrie, du trafic et de la prospérité au cours des deux derniers siècles. De plus, les prestations offertes gracieusement par la nature ou les coûts occasionnés par les dégâts environnementaux n'ont pas été pris en compte dans les calculs du développement économique et des entreprises, ce qui a permis d'accroître la valeur ajoutée comme jamais auparavant.

Il faut toutefois faire la distinction entre la croissance du revenu national, soit le P.I.B., et la croissance de la qualité de vie. Un indicateur purement économique comme le P.I.B. est inapproprié pour mesurer la qualité de vie parce qu'il ne tient pas compte des questions de qualité et de répartition. De nombreux facteurs déterminant la qualité de vie n'y apparaissent pas du tout, parmi lesquels l'intégration sociale, la qualité du travail, les biens communautaires tels que les espaces naturels ou encore la dimension de l'inégalité sociale. Et l'économie et la qualité de vie n'évoluent pas automatiquement en parallèle ; en Allemagne, par exemple, le degré de satisfaction subjective est resté inchangé ces dernières années malgré la hausse du produit national brut.

Et ce n'est pas tout : la croissance économique capitaliste n'utilise pas seulement le capital naturel. Elle modifie aussi de manière fondamentale les rapports sociaux au sein d'une société (« capital social »). Les cultures paysannes sont effacées et les structures familiales sont disloquées. La société de concurrence et de consommation crée de nouvelles valeurs et orientations comportementales, l'individualisme s'amplifie, la solidarité diminue. Ces états de fait peuvent contribuer à ce que les rapports sociaux soient de plus en plus tendus, voire se brisent. Ainsi, outre les coûts écologiques, augmentent également les coûts sociaux – la dégradation de la nature et le nombre de perdants –

plus rapidement que l'avantage de la croissance. Dans ce sens, la « croissance non rentable » semble être devenue la norme notamment dans les pays industriels. Mais cette contradiction n'a pas l'air de bouleverser le système social et économique. Motif : un nombre suffisant de personnes profite à court terme de ce que les avantages soient privatisés, et les pertes en revanche socialisées, ou qu'elles restent non recensées.

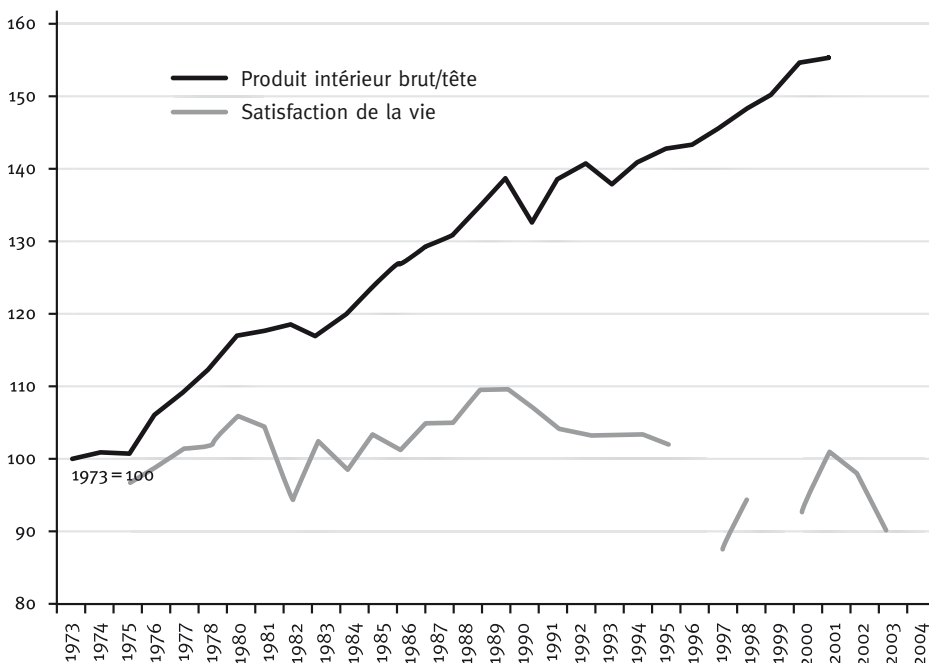
L'orientation de la croissance purement économique s'oppose à la durabilité globale. L'impératif de croissance n'est pas seulement une fin en soi, il est aussi devenu un danger public, une manifestation autodestructrice. L'ascension des pays émergents a tragiquement mis en évidence l'incompatibilité biosphérique du modèle de développement classique. De plus, un développement de rattrapage visant à égaler le modèle de croissance et de bien-être des pays industriels ne contribue pas à créer une plus grande justice,

mais plutôt à engendrer la division sociale de nombreuses sociétés. Suite au changement climatique, il faut s'attendre en outre à un accroissement supplémentaire de la pauvreté dans les pays de l'hémisphère sud. C'est seulement si la croissance est rétrogradée à l'état d'option parmi d'autres que l'on pourra s'attendre à un capitalisme qui crée une valeur ajoutée sociale et écologique.

Dominance du marché

Il n'est ainsi plus possible de continuer à affirmer que la croissance économique est le moteur déterminant du développement social. Au contraire, le changement de cap vers la durabilité exige l'abandon de la croyance en une croissance ainsi que du néolibéralisme – en partant de l'idée directrice selon laquelle les événements économiques devraient être régulés, l'efficacité économique serait prioritaire par

Croissance économique et satisfaction de la vie en Allemagne



Source : *L'Allemagne, un pays durable dans un monde globalisé*, p. 112

rapport à d'autres objectifs sociaux tels que l'écologie ou la justice, que les marchés devraient continuer à être libéralisés et que les services publics de base devraient être privatisés.

Il est tout particulièrement indispensable d'abandonner l'idée selon laquelle le marché serait en mesure de régler tous les problèmes – et ce d'autant mieux que la politique intervient moins à des fins de régulation. La force du marché réside dans le fait de veiller en permanence par le biais de la concurrence à la meilleure utilisation possible du capital, du matériel, des personnes et du temps et ainsi de procurer l'allocation optimale de moyens économiques. Il y parvient relativement bien tant que cette concurrence fonctionne – ce qui n'est

toutefois ni automatiquement ni partout le cas. Ainsi les pays industriels riches dominants sur le plan économique et politique occupent, vis-à-vis des pays du Sud, une position prédominante qui repose sur leur avance en termes de développement et sur le pouvoir de marché de leurs groupes industriels. Ils utilisent en permanence l'endettement de nombreux pays, les négociations multinationales et bilatérales sur des accords de libre commerce, les subventions et les brevets afin d'imposer leurs propres intérêts politiques et économiques.

Mais surtout, le marché est aveugle en ce qui concerne l'écologie et la justice : il n'est en mesure ni de limiter l'exploitation de la nature, ni de garantir une répartition juste des biens. Le marché n'est donc pas apte à imposer le changement de cap nécessaire. C'est plutôt à la politique et à la société civile qu'il incombe d'intervenir pour que le capital naturel et le capital social d'une société ne soient pas mis à l'écart au profit d'un mode de pensée axé sur l'efficacité purement économique. Seule une économie qui ne traite pas de manière méprisante les biens communautaires comme l'environnement et la qualité de vie et qui ne place pas le calcul des dividendes au-dessus de l'intérêt public pourra survivre.

Les Accords de partenariat économique (APE) – partenaires inégaux

Pendant 40 ans, la coopération de l'Union européenne avec les Etats ACP (77 pays majoritairement pauvres d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) se déroula sous le signe du « développement ». Ainsi, ces pays bénéficiaient d'un accès simplifié au marché européen. Avec les Accords de partenariat économique (APE), le « commerce » est passé au premier plan. Des objectifs tels que la réduction de la pauvreté ou la promotion des femmes furent certes formulés dans ces arrangements. L'Union européenne vise avant tout à supprimer les barrières commerciales des pays ACP. Cependant, les baisses des tarifs douaniers réclamées entraîneraient une diminution des revenus des Etats et limiteraient ainsi la liberté d'action politico-sociale des gouvernements. Ils continueraient à renforcer la situation de concurrence entre l'économie agricole européenne et les petits paysans dans les Etats ACP ainsi que la concurrence entre les groupes industriels de l'Union européenne et les entreprises artisanales et prestataires de services africains. L'UE souhaite améliorer pour les entreprises européennes l'accès aux marchés, la protection des droits de propriété intellectuelle ainsi que les règles dans le domaine de l'investissement – toutes revendications servant en première ligne les intérêts des Européens.

La civilisation fossile

Les matières premières fossiles ont été des produits de propulsion et de lubrification essentiels pour le développement du système industriel moderne. Elles servent de substances de base pour de nombreux produits, par exemple, dans l'industrie chimique. Elles sont utilisées pour le fonctionnement des centrales électriques et fournissent du courant ainsi que de la chaleur. Elles rendent possible un système de transport universel permettant la mondialisation des marchandises et des investissements. Pendant des dizaines d'années, elles ont paru être disponibles en abondance, si l'on fait abstraction des chocs pétroliers, comme la crise des prix du

pétrole au début des années 70 qui a clairement montré la dépendance de la société d'abondance industrielle vis-à-vis des matières premières fossiles et sa vulnérabilité.

Cette voie du développement fondée sur des ressources non renouvelables nécessite des capitaux considérables et mise sur de grandes structures techniques et l'élargissement constant de l'offre énergétique. C'est ainsi qu'est apparu un système industriel et technologique colossal avec des formes de production centralisées, une fabrication de masse, des chaînes commerciales et de produits universelles ainsi que des structures de pouvoir, d'intérêts et de profit bien établies. Le « fil central fossile » du développement polarise le monde en deux groupes de pays ; d'un côté, les pays producteurs riches en ressources, comme les Etats du Golfe arabe et les consommateurs économiquement forts et, de l'autre côté, les pays pauvres en ressources et économiquement faibles pour lesquels chaque hausse du prix du pétrole devient un problème existentiel. Et il incite à la militarisation pour garantir l'approvisionnement en cette matière vitale.

Cette voie de développement mène dans une impasse. Les trois crises étroitement liées – réchauffement climatique, gisements épuisés et espaces naturels dégradés – illustrent les symptômes structurels de la société industrielle, à savoir sa dépendance vis-à-vis des matières premières qui ne sont disponibles que de manière limitée et dont l'exploitation et l'utilisation dégradent l'environnement. Les tentatives de grands bailleurs de fonds pour sauver le « patient » avec le nucléaire et les biocarburants servent apparemment à éviter de compromettre leurs attentes en termes de rendement par les processus d'adaptation nécessaires au chaos climatique et au pic pétrolier.

Au vu de la puissance des rapports, des intérêts établis et de l'ancrage solide du système économique dominant dans la conscience générale, il est difficile de trouver des alternatives. Mais le « *business as usual* » ne constitue plus une option. Le changement climatique

appelle à une transformation de la civilisation, à un passage à une civilisation post-fossile. Au lieu de poursuivre un développement dépendant des ressources fossiles, la voie doit mener à une société axée sur les économies d'énergie grâce aux énergies solaires. Mais le passage global, alors nécessaire, aux énergies et matières renouvelables, à de nombreux petits systèmes d'approvisionnement interconnectés ainsi qu'à un besoin énergétique nettement plus faible est empêché par les structures d'approvisionnement existantes gérées par quelques géants de l'énergie, ainsi que des intérêts correspondants en termes de pouvoir et de taux de rendement.

On ne change rien

Bien entendu, des changements de cap aussi importants sont confrontés à des oppositions et des obstacles divers, certains par indifférence, certains par intérêt personnel, certains par crainte et par ignorance des alternatives.

A titre d'exemple, les diverses puissances qui sont à l'œuvre au nom des lobbys industriels pèsent un certain poids. L'industrie de l'électricité répand la peur d'une pénurie de courant parce qu'elle souhaite construire d'autres centrales de charbon et gêner l'abandon de l'énergie nucléaire décidé par les politiques. En fabriquant des carrosses très consommateurs de carburant, l'industrie automobile mise d'une manière incorrigible sur le segment du luxe et de la vitesse. L'industrie chimique et l'industrie agricole refusent d'abandonner l'emploi d'engrais et de pesticides et veulent y voir à tout prix uniquement le début du déclin économique.

Moins faciles à reconnaître, les tentatives pour écarter le changement de cap en proclamant la modernisation écologique de la société industrielle qui permettrait soi-disant de résoudre les problèmes environnementaux à coup d'innovations et de progrès techniques. On nous promet qu'aussi bien notre économie exportatrice que les pays du Sud en profiteraient et que cela résoudrait en même temps les problèmes

liés à l'environnement et à la pauvreté. Mais de telles approches ne peuvent retarder la nécessité d'une transformation en profondeur.

En bonne intelligence, les représentants de lobbys, ceux qui croient en la modernisation ainsi que les politiciens tentent en outre de consolider la position des industries locales contre les économies nationales de l'hémisphère Sud. Ils exercent leur influence auprès de l'Union européenne à Bruxelles ou de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Genève afin de continuer à ériger des obstacles pour le commerce illimité, les exportations de technologies et les investissements étrangers. Avec leur volonté de ne rien changer et d'en redemander plus, ils freinent le changement de cap qui devient pourtant urgent.

En outre, agissent des forces opposées, ancrées dans le système économique capitaliste même – la concurrence, par exemple, qui contraint les entreprises à réaliser des bénéfices maximums. Les entreprises cotées en bourse sont harcelées par les actionnaires. Les porteurs d'actions internationaux peuvent à tout moment regrouper leurs placements en quelques fractions de secondes si les taux de rendement à Shanghai, Mumbai ou Tokyo paraissent plus élevés qu'à Francfort ou Wall Street, faisant ainsi dégringoler la valeur en bourse d'une entreprise. Mais il existe aussi de nombreuses contraintes dues aux circonstances, des structures créées au fil des années qui peuvent freiner efficacement l'élan du changement. Le réseau autoroutier et le lobby des conducteurs exigent en permanence de nouveaux investissements ; la dissolution de la structure familiale, l'individualisation et le désir d'indépendance font grimper la demande en surface habitable ; les villes s'élargissent sans cesse et l'urbanisation se poursuit.

Et pour finir, les nombreux besoins, bonnes vieilles habitudes, attentes, exigences et petits plaisirs de la vie quotidienne bloquent le changement : en raison des moyens de transport publics souvent lacunaires, le shopping est également lié aussi bien à la consommation des

énergies fossiles qu'à la demande de mobilité, aux multiples loisirs ainsi qu'au confort d'habitation accru. Mais souvent, il manque les idées et les modèles de ce à quoi pourraient ressembler des alternatives permettant d'accomplir le changement souvent identifié comme absolument indispensable.

Il n'est donc pas surprenant que la révolution dans les domaines de l'énergie, du trafic et de l'agriculture ne progresse pas – ni en Allemagne, ni en Europe, ni dans les pays émergents, ni dans le monde.

Combien est nécessaire ?

Il existe bien entendu, dans le cadre du modèle industriel existant, toute une série d'approches et de tentatives solutionnant des problèmes, par exemple le **découplage**. Cette notion signifie que l'économie se développe et qu'en même temps, la consommation des ressources diminue. La question des possibilités et des limites pour une utilisation des ressources plus productive et plus efficace figure tout en haut à l'ordre du jour du débat sur la durabilité. La tendance au découplage relatif impliquant que la consommation des ressources augmente plus lentement que l'économie est un bon début, mais n'apporte pas un soulagement suffisant. Le découplage par le changement structurel progresse aussi. Les prestations de services consomment en règle générale moins de matières premières que les industries, les innovations techniques peuvent remplacer des substances polluant l'air et l'eau. Mais cela n'est pas suffisant car dans les pays industriels, la consommation énergétique et de matières fossiles doit être réduite de 80 à 90 % au cours des 50 prochaines années. C'est seulement ainsi qu'une élimination globale des émissions de CO₂ de 60 % pourra être réalisée. Ceci n'est pas atteignable uniquement par le découplage et l'augmentation de la productivité des ressources. En effet, il s'avère souvent que les hausses d'efficacité ne diminuent pas la consommation totale –

prenons l'exemple des voitures plus économes qui s'accompagnent d'une augmentation du nombre de kilomètres parcourus. On parle ici d'un « effet de rebond ».

Le principe du concept de **consistance** est à peu près identique. Il s'agit de la stratégie permettant de rendre la production et la consommation plus écologiques. Prenons l'exemple de l'agriculture biologique et celui de l'utilisation des matières premières dans les lessives et les plastiques qui ne polluent pas la nature pendant des dizaines d'années. Mais il n'est ici question en priorité que de conciliation entre la nature et la technique, pas de consommation réduite des matières et de l'énergie. Ces solutions permettent au mieux de corriger le cap, elles sont pourtant privilégiées car elles ne remettent en question ni les intérêts financiers ni les habitudes.

Des doutes sont permis quant à la possibilité de surmonter les défis qui nous attendent uniquement grâce à une efficacité et une consistance améliorées. Le passage à une économie durable n'est possible qu'avec une double orientation : d'une part, à l'aide de moyens techniques et, d'autre part, avec une limitation intelligente de la production globale. Pour un véritable changement de cap, il faut que l'efficacité et la consistance soient complétées par une politique de **suffisance** ou d'autolimitation. Sinon, la dynamique d'expansion écartera la réussite d'une efficacité et d'une consistance accrues. Outre les approches purement technologiques et les nouvelles demandes faites aux institutions étatiques de réguler davantage la consommation des ressources, un changement fondamental du comportement consommateur joue donc un rôle central dans la démarche visant à atteindre un avenir durable. Il est nécessaire de réfléchir activement à la question du « Combien est nécessaire ? ».

Cela ne sera pas possible sans moins de croissance, voire sans la régression, spectre d'une société de croissance. Cependant, une société qui souhaite s'inscrire dans une logique d'avenir doit

remettre en question l'impératif de croissance dominant. Seulement ainsi, il sera possible de mettre en œuvre un changement structurel orienté sur les objectifs pour des modèles de production et de consommation durables et une véritable modernisation écologique. Et seulement ainsi, la qualité sociale et écologique peut être introduite dans les événements économiques.

Cela ne signifie pas « croissance zéro ». La croissance peut et doit faire tout ce qui va dans le sens à la fois de la durabilité et de la qualité de vie, comme par exemple l'efficacité en termes d'énergie et de matières, les énergies renouvelables, l'agriculture biologique et le commerce équitable. Ce qui doit en revanche s'affaiblir, c'est ce qui favorise l'exploitation excessive des ressources, la surcharge environnementale ainsi que le transfert de risques, ou ce qui détériore la cohésion sociale : énergies nucléaires et fossiles, déplacements en avion et en voiture, produits financiers spéculatifs ou endettement des pays pauvres. La durabilité exige d'ouvrir dès aujourd'hui des voies menant à un mode économique qui garantisse à tous les citoyens une vie profitable sans dépendre d'une croissance permanente.

Changer – maintenant !

Depuis longtemps, on ne peut plus réfuter ou ignorer les signes et les preuves que le modèle dominant de développement n'est viable ni écologiquement ni socialement. Mais il n'est pas non plus viable sur le plan économique. L'économie, la société et la politique sont à la croisée des chemins. Un changement de cap radical est nécessaire. Pour ce faire, les piliers centraux et les dogmes du modèle de développement dominant – croissance économique continue, priorité du marché et des sources d'énergie fossiles – doivent être remis en question. En effet, les approches de solution mises en œuvre dans ce cadre se sont révélées inaptes à enrayer les crises. Pour un monde aux ressources limitées, dans lequel près d'un milliard de personnes ont un immense besoin de rattrapage pour échapper à la faim et à la pauvreté et dans lequel l'inégalité, l'injustice et les conflits s'étendent, il est nécessaire de développer et de mettre en œuvre un nouveau modèle de prospérité consommant peu de ressources afin de créer la justice et la paix et de préserver les bases vitales naturelles pour les générations futures.

Le passage nécessaire à une civilisation post-fossile requiert premièrement la restructuration du *hardware* social : des bâtiments aux textiles en passant par les centrales électriques, la fabrication et l'utilisation de tous les produits doivent être respectueuses de la nature et consommer nettement moins de ressources. Deuxièmement, le système de règles, les institutions et les organismes doivent être aménagés de sorte que le respect des droits de l'homme soit garanti et la dynamique de développement de l'économie maintenue au sein des limites de régénération de la biosphère. Troisièmement, ce passage exige de nouveaux concepts directeurs. De la vie personnelle aux priorités de la communauté en passant par les principes moraux professionnels, une nouvelle orientation pour l'action est requise dans la vie quotidienne, l'économie ainsi que la politique.

Concepts directeurs

Les visions exhortant à s'engager en faveur d'un monde durable se résument en quatre concepts directeurs : un *cosmopolitique* qui vise la réalisation des droits des citoyens du monde, un *écologique* qui esquisse un bien-être nouveau et différent, un *sociopolitique* qui se préoccupe de la participation et de l'influence de tous au sein de la société et enfin un *économico-politique* qui s'oriente sur les piliers porteurs d'un mode d'économie global.

Le droit d'accueil pour tous

L'aptitude de l'Allemagne à devenir un pays durable se mesurera aussi à l'aune de son intervention en faveur des faibles et des démunis de ce monde. Afin que les droits de l'homme soient pleinement appliqués, une réforme des structures du pouvoir et des richesses est indispensable. Cela signifie un changement de cap dans la politique économique et extérieure menée par l'Allemagne et l'Europe vis-à-vis des pays défavorisés du monde.

Les conditions de vie de nombreuses personnes sont marquées par les besoins du monde riche. Ainsi, les chalutiers européens privent les pêcheurs sénégalais de leurs prises qui, alors frappés par le chômage, deviennent des *boat-people* à destination de l'Europe. Alors que la pauvreté est souvent considérée comme un facteur à risque que l'on cherche à maîtriser par le biais de stratégies en matière de croissance et de politique de développement, ce sont les riches qui sont un facteur à risque du point de vue des marginalisés qui voient leurs droits fondamentaux restreints et menacés par les prétentions des riches à accéder à un niveau de vie supérieur.

Les rapports sociaux et économiques, structurés de telle sorte qu'un groupe bénéficie toujours des avantages et l'autre des inconvénients,

constituent un facteur essentiel de la pauvreté. La pauvreté est fondée sur un déficit de pouvoir, de sécurité et d'influence. Les pauvres sont des acteurs « empêchés », des citoyens et des citoyennes qui sont obligés de gagner péniblement leur vie sans droits, sans biens, sans titres de propriété ni aucune influence politique.

Les droits de l'homme : une vaste obligation

Liberté de réunion et d'association, liberté religieuse, interdiction de la torture, de l'esclavage et de la discrimination – voici un échantillon des droits de l'homme fondamentaux tels que codifiés, avec une obligation en matière de droit international, dans le pacte relatif aux droits de l'homme civils et politiques (« Pacte civil ») adopté par les Nations Unies en 1966.

Un autre pacte moins connu est le « Pacte social », adopté lui aussi en 1966 et également obligatoire en matière de droit international, relatif aux droits de l'homme économiques, sociaux et culturels. En vertu de l'article 2(1), chaque Etat contractant, donc aussi l'Allemagne, s'engage à « agir (...) au maximum de ses ressources disponibles, en vue d'assurer progressivement le plein exercice des droits reconnus dans le présent Pacte par tous les moyens appropriés, y compris en particulier l'adoption de mesures législatives. » Parmi les droits reconnus dans le Pacte social, figurent le droit à l'alimentation, le droit à l'éducation et le droit à la santé. Ces droits doivent être réalisés « tant par l'effort propre (de chacun des Etats) que par l'assistance et la coopération internationales. » Le Pacte civil et le Pacte social vont de pair. Dans ces deux traités, le préambule mentionne qu'ils ont été conclus « reconnaissant que, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'idéal de l'être humain libre, libéré de la crainte et de la misère, ne peut être réalisé que si des conditions permettant à chacun de jouir de ses droits économiques, sociaux et culturels, aussi bien que de ses droits civils et politiques, sont créées. »

Leur échappatoire n'est pas seulement la croissance économique car leur situation ne s'en trouverait pas fondamentalement changée. La lutte contre la pauvreté exige avant tout davantage de droits et une plus grande autodétermination. Elle ne peut pas être combattue durablement par des experts, des bailleurs de fonds ou des entreprises intervenant de l'extérieur, elle ne peut l'être que par les pauvres eux-mêmes. Il faut mettre en place un programme d'habilitation qui étende leur marge de manœuvre et vise à un déplacement du pouvoir.

Un instrument politique important dans ce contexte est la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par les Nations Unies en décembre 1948. Elle définit la base juridique d'une société mondiale dont tous les habitants sont à considérer comme citoyens d'un espace juridique transnational. Avec le canon des droits de l'homme, la société mondiale possède une constitution. Mais elle ne possède pas d'Etat, c'est pourquoi la rhétorique et la réalité sont séparées par un tel fossé en ce qui concerne les droits de l'homme. Afin de faire bénéficier les faibles de leur droit, les Etats sont donc responsables du respect des droits de l'homme également en dehors de leur territoire. Il peut s'agir de la responsabilité de mettre un terme aux dégâts sociaux et écologiques qui résultent des processus de production, des investissements à l'étranger, des mesures protectionnistes, de la libéralisation et de la privatisation ou encore des transactions financières. Partout dans le monde, il faut garantir que la survie passe avant le profit et la dignité humaine avant la prise du pouvoir.

Les entreprises dont le domaine d'action et donc de responsabilité devient de plus en plus transnational sont aussi soumises au principe selon lequel le respect des droits de l'homme et de la dignité humaine est prééminent. Le droit des citoyens est placé au-dessus de celui des entreprises. A l'époque de la mondialisation, les droits de celles-ci se voient élargis et renforcés. Cela implique aussi des obligations, par exemple celle de vérifier la manière dont leurs propres

opérations se répercutent sur les droits économiques, sociaux et culturels.

De la même manière, la politique de l'Etat ne peut plus, au 21^e siècle, tendre uniquement à la promotion de l'intérêt national. Il est nécessaire qu'elle devienne une politique intérieure mondiale. Les droits à l'existence sont prioritaires par rapport à la libéralisation économique, ce qui peut signifier par exemple de renoncer à des exportations si elles sont susceptibles de menacer l'alimentation ou l'emploi dans les pays importateurs. En tant que créanciers des Etats surendettés, les gouvernements des pays industriels doivent structurer les obligations de remboursement de telle sorte que les débiteurs disposent encore de moyens suffisants pour garantir les droits sociaux. Et une politique orientée sur les droits de l'homme tiendra compte, pour toutes les mesures, des droits fondamentaux des personnes concernées, demandera leur consentement et mettra en place des instances de contrôle et de réclamation.

Les prétentions de certains à accéder à un niveau de vie supérieur doivent rester au second plan quand les droits fondamentaux des autres pour une vie digne ne sont pas garantis. Environ un tiers de l'humanité, en particulier les peuples indigènes, dépendent de ce que l'économie de prospérité soit elle aussi reléguée au second plan. Une politique à orientation cosmopolitique réduira par conséquent la consommation des ressources dans les pays industriels afin d'empêcher que les besoins en termes de bien-être mettent en péril les besoins de subsistance d'autres citoyens de la société mondiale. Les droits économiques, sociaux et culturels sont aussi tout particulièrement menacés par le changement climatique qui aggrave la pauvreté dans le monde entier. La protection climatique est ainsi devenu un sujet prioritaire en ce qui concerne les droits de l'homme. Une politique écologique est la seule option permettant d'offrir l'hospitalité sur la Terre à un nombre croissant de personnes.

Le bien-être écologique

« Mieux, différemment, moins », telle est la formule pour décrire la voie menant à une économie durable. A l'avenir, la prospérité doit être générée différemment : avec une consommation des ressources et une dégradation de la nature réduites. Et nous devons apprendre qu'une vie meilleure ne se limite pas à un bien-être matériel toujours croissant.

Pendant deux siècles, le progrès technique et scientifique consista avant tout à augmenter la productivité du capital et du travail. Une profusion de produits sans cesse croissante englutit toujours plus de ressources pour leur fabrication et leur consommation ; les déchets et les émissions contribuent en outre à la destruction de la nature matérialisée par le changement climatique ou la contamination des sols, de l'eau et l'air.

Des technologies, des relations organisationnelles et des habitudes consommant bien moins la nature que ce fut le cas jusqu'à présent doivent être développées (**dématérialisation**). Il faut diminuer considérablement la consommation des ressources, entre autres, en les utilisant de manière plus productive. Au lieu d'une offre continuellement croissante, il est impératif de mettre au point par exemple une meilleure gestion de la demande. Le monde des choses du bien-être écologique sera constitué de produits dont la fabrication nécessite peu de ressources – en particulier quand celles-ci ne sont pas renouvelables. Il s'agit de produits à faible consommation, durables et facilement recyclables. L'accumulation individuelle d'équipements, inutilisés la majeure partie du temps, laisse place au principe de l'utilisation temporaire : les appareils sont loués, l'utilisation des voitures partagée. Ce principe ouvre également diverses possibilités pour une gestion rationnelle et écologique des ressources.

Une gestion économique respectueuse de l'écologie repose sur une base de ressources modifiée. En particulier les matières premières

fossiles sont remplacées autant que possible, notamment par des matières respectueuses de la nature et des énergies d'origine solaire. Celles-ci sont largement régénératives et exemptes d'émissions. Les éoliennes et les cellules photovoltaïques représentent les premières étapes sur le chemin vers un système fonctionnant à l'énergie solaire. A l'ère post-fossile, les métaux, les minerais ainsi que les produits issus de la chimie synthétique sont remplacés par des matières et procédés biologiques qui imitent les procédés naturels. Un exemple qui illustre bien cette **écocompatibilité** est l'agriculture biologique : tandis que l'agriculture industrielle conventionnelle consomme les ressources de manière excessive et pollue l'environnement à coup de poisons agricoles et d'engrais, l'agriculture biologique s'emploie, quant à elle, à créer des cycles naturels et à utiliser de manière plus productive et plus variée les ressources dont elle dispose.

En outre, les installations solaires, les petites centrales hydrauliques et l'énergie éolienne favorisent des structures économiques décentralisées qui nécessitent un capital moindre. Les longues chaînes d'approvisionnement de plus en plus mises en place à l'échelle mondiale pour produire et commercialiser des marchandises ou de l'énergie appartiendront au passé. Les interdépendances économiques régionales remplaceront largement les interdépendances globales. Les mouvements de concentration économiques du passé qui donnèrent naissance à de gigantesques et puissants groupes industriels seront remplacés par une structure économique dans laquelle d'innombrables petits producteurs garantissent en de nombreux lieux l'approvisionnement en biens, en énergie ou en prestations de services.

Ces mesures peuvent largement contribuer à réduire l'empreinte écologique d'une économie nationale – mais elles ne suffiront pas à elles seules à diminuer la consommation environnementale et des ressources dans la mesure nécessaire. C'est pourquoi l'**autolimitation** dans la

productivité économique et technique fait partie du concept directeur d'une économie durable. La question « Combien est suffisant ? » ne pourra être esquivée. La réduction de la consommation matérielle excessive et démesurée peut créer de l'espace pour une vie différente et meilleure. La satisfaction peut également être « acquise » sans beaucoup d'argent, par le biais de relations de voisinage flexibles, réseaux de bénévoles, services de citoyens, ateliers solidaires, cercles d'échanges, coopératives d'achat et micro-entreprises ainsi que d'une cohésion sociale et d'une participation politique. La prospérité économique s'accompagne ainsi d'un nouveau bien-être social.

Pour les consommateurs, il est relativement simple de contribuer à apaiser les tensions mondiales en adoptant une nouvelle conduite en matière d'achat et de consommation. Ils peuvent débrancher les appareils à forte consommation de courant, choisir des produits respectueux de l'environnement et satisfaire la revendication en termes de suffisance en disant « Non » aux offres de la société du jetable et du superflu.

En revanche, pour le capitalisme, la perspective de la suffisance précisément est bien plus difficile. Les quantités de marchandises en baisse sont difficilement compatibles avec l'ambition d'une valeur ajoutée sans cesse croissante. Mais c'est seulement s'il parvient à réussir ce tour de force que le capitalisme peut penser avoir de bonnes chances en termes de durabilité.

La société de participation

Le tournant vers plus d'écologie et d'équité internationale est menacé par les écarts grandissants entre les revenus, les risques accrus de tomber dans la pauvreté et une perception plus large de ce que la société devient moins solidaire. En effet, si les citoyens et citoyennes sont injustement traités et se sentent exclus, ils ne seront guère prêts à participer aux changements nécessaires. C'est pourquoi une politique de durabilité ne peut se passer d'une politique de participation sociale juste qui donne à tous les membres de la société des chances de se réaliser.

La participation au développement économique, social et culturel ainsi qu'aux décisions politiques est un droit de l'homme. Mais ce droit est restreint à de moins en moins de personnes, voire il leur est refusé. Alors que pour ceux qui bénéficient d'une richesse croissante, les possibilités de déployer leurs capacités, de se réaliser et de participer davantage augmentent, le chômage, la division du travail en fonction du sexe ou encore la xénophobie créent diverses formes de marginalisation, des conditions d'existence incertaines et des polarisations.

Le facteur d'intégration sociale central, à savoir le travail rémunéré, n'est plus depuis longtemps déjà une garantie de participation et de sécurité d'existence. En particulier les contrats de travail à plein temps ont commencé à subir une pression de plus en plus forte ces dernières années. Les standards de qualité et de protection atteints sont supprimés, le niveau des salaires baisse. Des domaines importants tels que le travail de soin dans la sphère privée, qui est la plupart du temps non rémunéré, sont peu estimés, et les femmes qui en sont généralement chargées sont souvent laissées seules face au problème de réussir à concilier la vie familiale et professionnelle. Les migrants sont souvent considérés unilatéralement comme porteurs de problèmes au lieu que soient appréciées leurs aptitudes diverses, et se trouvent ainsi exclus de la participation.

Le démantèlement de l'Etat social a eu des répercussions défavorables sur les possibilités de développer ses capacités et de s'intégrer dans la société ou en politique. Les emplois précaires augmentent, des risques élémentaires doivent être supportés à cause de la diminution des prestations sociales. Des domaines des services publics nécessaires à l'existence tels que la santé, l'éducation, les transports publics ou l'approvisionnement en eau, courant et gaz sont transférés à des entreprises de l'économie privée. Ce transfert entraîne souvent une hausse des coûts, et donc encore plus de marginalisation, de contraintes et de restrictions pour les ménages privés, souvent au détriment des femmes.

Pour casser les diverses marginalisations et restrictions, un changement de la structure de base politique, sociale et économique de notre société est nécessaire. Il faut s'employer par exemple à ne pas marginaliser et privatiser davantage les activités de soin dans le cadre familial, mais à permettre de nouvelles formes de vie paritaires en développant les services publics nécessaires à l'existence. Cela implique toujours une répartition juste du travail – selon la formule « un tiers de travail rémunéré, un tiers de travail de soin, un tiers d'engagement civique ». Mais cela implique aussi une sécurité de base suffisante, une nouvelle politique en matière d'asile et de migration ainsi que des possibilités de participation politique améliorées, par exemple par une consolidation de la démocratie directe. Pour ce faire, une société durable a besoin d'un nouveau traité social qui garantisse la possibilité pour tous de réaliser le droit à la participation.

L'économie dans sa globalité

La prospérité n'est pas seulement créée par l'économie de l'argent, mais aussi par l'économie du « monde vécu » et de la nature. Une économie de marché écologique et sociale doit réguler le capitalisme de sorte qu'il tienne compte du bien-être de cette vaste économie. Cette révision exige un nouveau rôle de l'Etat et une revalorisation de la société civile.

« L'économie » ne se limite pas à l'économie monétaire. L'économie du « monde vécu » largement non-monétaire contribue aussi de manière décisive à la prospérité. Elle inclut par exemple les nombreuses formes du travail sur initiative personnelle, du travail d'accompagnement et d'assistance, mais aussi du volontariat et du bénévolat. L'économie du « monde vécu » constitue la base de l'économie monétaire – un pilier caché qui soutient l'économie nationale en même temps que l'économie lucrative ou de marché.

Le troisième pilier de l'économie et du bien-être est la nature. Elle procure une diversité de prestations – inexprimées – comme la régulation du cycle de l'eau et du climat ou la fertilité des sols que l'économie commerciale s'approprie de manière invisible et gratuite. Les prestations de la nature restent largement cachées parce qu'elles échappent souvent à la quantification monétaire, à l'instar des prestations du « monde vécu ».

Jusqu'à présent, le « système d'exploitation » du capitalisme fixe les règles du jeu. Il attribue les droits de propriété et organise la distribution des avantages et des inconvénients. L'économie de marché sociale a, dans un certain sens, civilisé le capitalisme sur le plan social : l'Etat est devenu un Etat social, et le mouvement des travailleurs une partie à une convention collective. Il convient maintenant de revoir le rapport au troisième pilier, soit la nature. Pour une économie de marché sociale écologique, un nouveau changement fondamental du « système d'exploitation » du capitalisme « nouvelle génération » est nécessaire.

La biosphère ou l'espace environnemental – tout comme l'économie du « monde vécu » – étant un bien commun de l'humanité, et chaque humain ayant un droit fondamental à un minimum de biens naturels, des limites de principe sont fixées à la propriété privée de biens naturels ainsi qu'à leur commerce. Par exemple, il faut stabiliser l'extraction des matières premières à un niveau renouvelable ou bien réduire les émissions à un niveau inoffensif. Ces limites rendent cependant les questions de répartition de plus en plus délicates à l'avenir et mènent à une aggravation des conflits. Il s'agit de savoir dans quelle mesure cette répartition doit s'effectuer : en fonction de droits légitimes, du pouvoir d'achat, des nécessités ou du pouvoir pur.

Une économie satisfaisant dans une large mesure à l'objectif de durabilité est indispensable. A cet effet, il faut remanier en conséquence l'économie lucrative, revaloriser l'économie du « monde vécu » et ainsi le rôle de la société civile, et protéger plus efficacement la nature contre les revendications du capital monétaire. Cela exige une réglementation de l'Etat em-

pêchant les acteurs du marché de surexploiter les biens communs naturels et sociaux au profit de l'économie privée, ce qui implique une révision de la législation en matière de concurrence commerciale afin que les entreprises cessent d'acquérir des avantages compétitifs en répercutant les coûts écologiques ou sociaux sur la collectivité. Cela implique également une révision de la gouvernance d'entreprises afin que les sociétés de capitaux non seulement jouissent de privilèges mais aussi qu'elles respectent les obligations écologiques et sociales. L'économie de marché sociale et écologique mise donc sur la primauté de l'élaboration des politiques par rapport à la logique du marché. Le principe a déjà été formulé en 1949 dans la constitution allemande (Loi fondamentale) : « Propriété oblige. Son usage doit contribuer en même temps au bien de la collectivité ».

Chantiers

Pour le changement de cap, nous ne pouvons pas attendre un miracle et le grand manitou capable de le réaliser n'existe pas. La politique, l'économie et la société civile doivent, de la même manière, organiser le passage à un modèle de civilisation durable et viable à long terme – à tous les niveaux et dans tous les domaines : la politique doit redéfinir ses priorités, l'économie doit se satisfaire de moins de ressources et diminuer les contraintes environnementales, les activités du marché nécessitent une main régulatrice et la politique sociale de nouvelles approches complètes. Les citoyens et citoyennes peuvent utiliser les options au niveau local pour aménager leur espace vital tel qu'ils se l'imaginent pour leurs petits-enfants. Et dans une nouvelle architecture de coopération internationale, l'Europe et les entreprises européennes doivent assumer aussi leur responsabilité au niveau global en matière de protection de la biosphère, des droits de l'homme et du citoyen.

Pour ce faire, il faut renforcer les nombreux modèles, approches, solutions aux problèmes et idées déjà existants, les divulguer et interconnecter – ainsi que de les mettre en œuvre pour agir contre les oppositions et l'inertie des rapports en place. Il existe de nombreux chantiers prometteurs pour réaliser le plan de construction d'une société durable.

Le passage à l'énergie solaire

Le pivot du passage à une économie respectueuse de la nature est le changement de la base de ressources. Pour remplacer les sources d'énergie et matières d'origine fossile, il existe de nombreuses technologies d'utilisation et de transformation pour le soleil, l'eau, le vent, la biomasse et la géothermie.

- **Les collecteurs solaires** sont utilisés aujourd'hui avant tout pour la préparation d'eau chaude et de chaleur domestique. Mais l'énergie solaire peut également être utilisée de manière passive dans le secteur du bâtiment, par exemple via des fenêtres orientées vers le côté exposé au soleil ou des jardins d'hiver.
- Outre les centrales hydrauliques existantes, **l'énergie éolienne** est désormais devenue la principale option pour une production de courant renouvelable en Allemagne. Les plus forts potentiels pour poursuivre le développement d'énergies renouvelables résident dans le secteur de la production de courant, en particulier dans les parcs d'éoliennes offshore.
- Les possibilités d'utilisation de **matières premières renouvelables** dans l'industrie chimique, pétrolière et pharmaceutique ainsi que dans la construction – par exemple comme matériaux de construction et matériaux isolants – sont diverses et de plus en plus exploitées.

Au cœur de la résolution de problèmes et des débats, l'utilisation accrue d'énergies renouvelables se trouve confrontée à la construction de nouvelles centrales de charbon et de l'allongement des durées d'exploitation des réacteurs nucléaires déjà installés. Aujourd'hui, le débat ne porte plus sur la question de savoir si les énergies renouvelables ont un avenir car leurs atouts sont évidents : elles sont à effet quasiment neutre pour le climat, diversifient l'offre énergétique et diminuent la dépendance vis-à-vis de l'importation. Elles contribuent ainsi dans une large mesure à garantir l'approvisionnement et à éviter conflits et crises. En outre, les

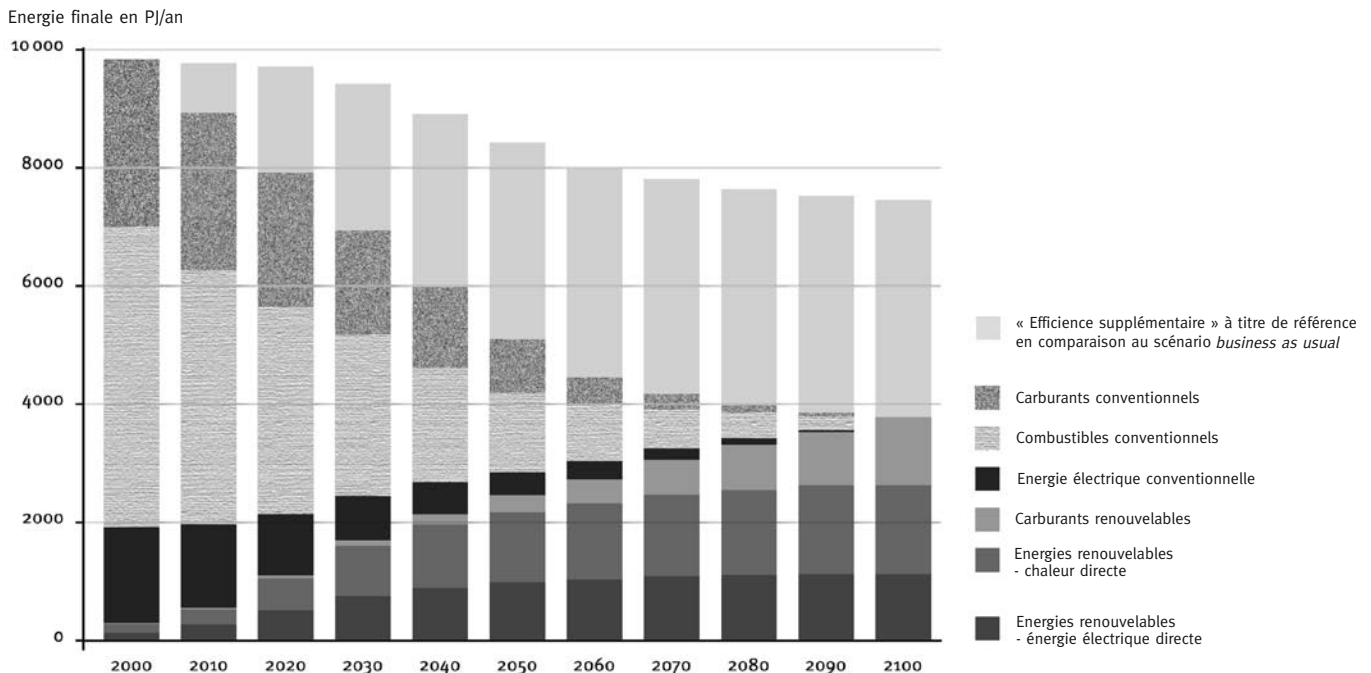
centrales de cogénération, les toits solaires et les pompes thermiques permettent une production d'énergie largement décentralisée qui se « rapproche » davantage du lieu de consommation et « resocialiserait » l'économie énergétique actuelle hautement monopolisée. Des investissements et une infrastructure souvent bien inférieurs permettent à de nouveaux acteurs d'accéder au marché. Une brèche s'ouvrirait ainsi sur le marché du courant verrouillé et ranimerait la concurrence.

Le débat porte avant tout sur la meilleure voie à prendre et l'horizon de temps pour le changement de cap. La mise en place de nouvelles structures nécessite du temps. C'est pourquoi les centrales fossiles pourraient être encore nécessaires pendant une période limitée, notamment en tant que centrales au gaz modernes. Les énergies renouvelables étant encore aujourd'hui bien plus onéreuses que les sources

d'énergie conventionnelles, un soutien financier est indispensable pour leur développement. En même temps, de nombreuses questions restent en suspens. Il peut survenir par exemple des conflits entre l'expansion de l'énergie éolienne, la protection de la nature et des paysages et les riverains des parcs d'éoliennes.

Par ailleurs, les vieux acteurs du secteur du courant sont prêts à prendre part au développement des énergies renouvelables. Les passerelles pour y accéder sont des parcs éoliens offshore à fort coefficient de capitaux et des importations de courant, par exemple du courant solaire provenant d'Afrique du Nord, sans lesquelles il ne sera peut-être pas possible de couvrir les besoins en Allemagne et en Europe, notamment si la consommation continue à augmenter. Il en résulte le risque que l'approvisionnement en énergie soit également contrôlé à l'avenir par une poignée d'entreprises et qu'il se développe,

Développement « climat-compatible » du système énergétique



pour les énergies renouvelables, des structures centralisées telles qu'elles existent aujourd'hui dans le secteur des sources d'énergie fossiles.

La politique se doit d'agir. Il faut qu'elle définisse des objectifs clairs qui renforcent l'approvisionnement en énergie décentralisé, basé sur le solaire, et crée ainsi le cadre pour l'action économique. Les entreprises devraient avoir les possibilités d'utiliser les chances économiques de la restructuration. Mais les consommateurs peuvent eux aussi contribuer à transformer la base de ressources en choisissant la manière appropriée de se fournir en courant ou en adoptant un comportement plus économique en matière d'énergie.

Les chances d'une utilisation plus efficace des ressources

Le passage aux énergies et matériaux solaires n'est possible et finançable que si, en même temps, le besoin en ressources diminue aussi considérablement. Il existe déjà des approches en la matière. A cause de la hausse des prix des matières premières et de l'énergie, les entreprises sont astreintes à augmenter leur compétitivité et croissance par une efficacité accrue. En particulier dans les domaines de l'énergie, du trafic, de la construction, la gestion de l'eau, l'agriculture et l'alimentation, il existe une kyrielle d'exemples probants qui montrent comment mieux utiliser et économiser les ressources. Ainsi, en Allemagne, se profile déjà un certain découplage de la croissance économique et de la consommation des ressources. Cela ne contribue pas seulement à délester l'environnement et à réduire la dépendance vis-à-vis des importateurs onéreux, en effet une utilisation plus efficace par exemple de l'eau et de l'énergie pourrait aussi au moins stopper la hausse des coûts de la vie pour les ménages privés.

Les potentiels d'économie en ce qui concerne les appartements et les usines, les moteurs et les matériaux sont toutefois loin d'être épuisés. Mais une mise en œuvre systématique et complète est

difficile. Souvent, les possibilités d'économie ne sont pas suffisamment connues ou semblent trop chères. Au lieu d'accroître sans cesse l'efficacité du travail, le progrès technique devrait donc s'orienter sur une amélioration de l'efficacité des ressources, et ce le long de toute la chaîne de production et de valeur ajoutée, des fournisseurs aux clients finaux.

Néanmoins, de fortes puissances de la dynamique économique contrent les tentatives d'exploitation complète des potentiels d'efficacité. Souvent, les entreprises calculent plutôt pour obtenir des bénéfices à court terme et hésitent à réaliser des investissements dans des améliorations agissant à long terme. Par ailleurs, une augmentation efficace de l'efficacité des ressources n'est pas réalisable uniquement avec des solutions techniques. La consommation des ressources est dans une large mesure influencée par les modèles de production. Prenons l'exemple des crevettes de la mer du Nord qui, une fois pêchées le long des côtes septentrionales de l'Allemagne sont expédiées au Maroc pour y être

Un frein à la production combinée de chaleur et d'électricité

Contrairement aux centrales d'énergie conventionnelles avec des rendements de 35 à 45 %, les centrales de cogénération électrique-chaleur atteignent une exploitation du contenu énergétique des combustibles de 80 à 90 % grâce à une utilisation supplémentaire de la chaleur dissipée. Au début de ce nouveau millénaire, la part de la production combinée de chaleur et d'électricité dans la génération du courant en Allemagne n'était pourtant que de l'ordre de 11 %, mais s'élevait par contre à 50 % au Danemark, et à environ 40 % aux Pays-Bas ainsi qu'en Finlande. Le gouvernement fédéral allemand prévoit la multiplication par deux de la part de la production combinée de chaleur et d'électricité d'ici à 2020, qui passerait donc à 25 %, chiffre toutefois jugé peu réaliste par les experts du fait d'une promotion insuffisante.

décortiquées par des ouvrières avant de reprendre le chemin inverse, parcourant ainsi au total quelques milliers de kilomètres avant de se retrouver dans les supermarchés européens. Les consommateurs également décident de par leur style de vie, leurs habitudes de consommation et leur comportement au quotidien la percée de produits et prestations de services consommant moins de ressources. La main publique qui fait partie des grands consommateurs pourrait jouer ici un rôle d'exemple important.

Comme le montre l'exemple de la production combinée de chaleur et d'électricité qui utilise les matières combustibles de manière beaucoup plus efficace, il y a toutefois là aussi une nécessité d'action politique. Des conditions-cadres peuvent être aménagées de sorte que les résistances exercées par les fournisseurs établis soient atténuées et des attraits positifs créés, par exemple des standards en matière d'efficacité et des étiquetages de produits pour le bâtiment, les appareils, les installations et les processus qui associent non seulement l'énergie, mais aussi la consommation d'eau et de matériaux.

La primauté de la politique

La Loi allemande sur les énergies renouvelables a énormément contribué à l'essor de l'énergie éolienne, la technique solaire et l'énergie biologique. Cet exemple montre comment l'Etat peut encourager des innovations clés éco-intelligentes et ménageant les ressources, permettant ainsi l'ouverture de marchés d'avenir lucratifs.

Par le biais d'une intervention politique, il est également possible d'encourager les investissements dans les biens communautaires, comme l'apport de l'agriculture à la préservation des paysages, à la protection environnementale et climatique (« multifonctionnalité »). Les subventions qui, jusqu'à présent, sont versées en priorité à l'agriculture et à l'élevage industriels, ce qui aboutit en fin de compte à soutenir des activités dévoreuses de ressources et très polluantes, peuvent être déviées afin de

promouvoir le développement rural et de mettre en place une agriculture plus durable.

L'Etat dispose de nombreuses possibilités pour influencer la production, le marché et la concurrence de sorte à ce qu'ils servent davantage l'intérêt collectif et contribuent à renforcer l'écologie et l'équité. Outre les lois ainsi que l'encouragement et les attraits – financiers pour la plupart –, il existe également des instruments techniques : des standards de produits pour l'efficacité en termes d'énergie par exemple ou des limitations quantitatives afin que les droits d'émission deviennent un produit rare et donc plus onéreux. Les interventions dans le processus de détermination des prix peuvent empêcher que les coûts écologiques et sociaux ne soient plus répercutés sur la collectivité ou sur les plus faibles et qu'au lieu de cela, les prix disent « toute la vérité ». Les réformes fiscales peuvent contribuer non seulement à faire baisser la consommation environnementale non souhaitée, mais aussi à réduire l'inégalité sociale et conduire ainsi à une plus grande justice : ainsi le produit fiscal provenant des impôts sur les ressources, qui entraîneraient une hausse des coûts de la vie, pourrait être rendu aux citoyens, tout au moins en partie, sous forme de bonus écologique ou de source de financement pour une vaste sécurité de base sociale.

Comme le montre la crise financière, les marchés financiers nécessitent plus de régulation afin de mieux protéger l'économie contre les crises et leurs conséquences sociales. Les produits financiers à haut risque pourraient être soumis à autorisation, des transactions à court terme pourraient être frappées d'une taxe sur les valeurs boursières. D'une manière globale, il est question de ramener les marchés financiers, qui servent actuellement surtout l'intérêt de rendements rapides et élevés, à leur véritable fonction – servir d'intermédiaire entre les investisseurs et la production réelle.

Comme chacun sait, il existe une opposition considérable contre ce type de mesures et d'instruments parce qu'une série d'entreprises

et de secteurs économiques, en particulier l'industrie de l'énergie, l'automobile et l'agriculture, ont beaucoup à y perdre. Les fédérations et les lobbys industriels exercent une pression régulière sur les parlements et les gouvernements afin de modérer les projets en matière de politique environnementale. Une économie de marché écologique et sociale ne peut donc être mise en œuvre que si la politique redevient prioritaire par rapport à l'économie.

La renaissance des régions

Lorsque les carburants et les ressources se raréfient, l'heure est alors venue aux déplacements plus courts, à la réduction du trafic et au raccourcissement des chaînes de valeur ajoutée. Cela offre des chances de faire renaître l'activité économique régionale qui a subi des pertes substantielles à cause de l'orientation sur le marché mondial, de la privatisation et la concentration. Avec l'énergie solaire, les stratégies en matière de développement régional voient surgir en même temps des possibilités de produire de l'énergie et des matières premières au niveau local et régional.

La mise en œuvre de stratégies de développement régional devrait se fonder en priorité sur les potentiels d'un secteur qui peuvent s'avérer très différents selon les régions. Les sources de matières premières régionales représentent une possibilité. Il peut s'agir de matières premières végétales, lesdits agrocarburants, dont la culture réduirait l'importation actuellement irresponsable à tous égards en provenance des pays tropicaux. Le recyclage aussi, par exemple la récupération de matières premières provenant d'ouvrages existants démolis (« Urban-Mining »), et les processus de production dans lesquels les déchets peuvent être réutilisés le plus longtemps possible comme matériaux, peuvent aider à couvrir les besoins en ressources.

Pour les zones urbaines, le principe est le suivant : les déplacements courts contribuent à diminuer la densité du trafic et ainsi la pollu-

tion de l'environnement, mais aussi le besoin en carburant et les coûts relatifs à la construction des routes. En soutenant la construction et l'habitat écologiques, le domaine politique Construction et Habitat ouvre en outre diverses possibilités de réduire considérablement le besoin en matières premières, l'utilisation de surfaces actuellement ôtées à l'agriculture à des fins d'extension urbaine, ainsi que la consommation énergétique.

Les atouts de l'économie régionale sont tout particulièrement mis en évidence dans l'agriculture. La proximité géographique permet des chaînes de production courtes, ouvre les voies de la commercialisation directe avec un bilan écologique des transports favorable, encourage la coopération et facilite la communication sur les produits et leur fabrication. Cela vaut en particulier pour l'économie agricole et alimentaire biologique qui peut largement contribuer à la création d'une valeur ajoutée régionale et au développement de chaînes de valeur ajoutée écologiques parallèles.

Monnaies régionales

L'introduction d'une monnaie régionale permet d'accroître la coopération entre les fournisseurs et les clients. « Chiemgauer » ou « Roland » sont des coupons mis en circulation uniquement comme moyens d'échange au sein d'une région. La plupart du temps, ils sont achetés au même niveau de valeur que l'euro, (1 Chiemgauer = 1 euro), puis utilisés pour payer des entreprises, des fournisseurs et des collaborateurs. Lors de la reconversion en euros est prélevée une taxe d'un montant s'élevant de 5 % à 10 % pour maintenir la circulation de la monnaie régionale. Ce concept stimule des circuits économiques qui profitent en particulier aux petites et moyennes entreprises. Dans la région de Rosenheim, en Bavière, la monnaie « Chiemgauer » a réalisé en 2007 un chiffre d'affaires dépassant les deux millions d'euros.

Un renforcement des rapports commerciaux sur place présente de nombreux avantages. Les courtes distances entre les producteurs et les consommateurs, entre la production des matières premières et leur transformation, rendent l'approvisionnement d'une région plus indépendante et fiable économiquement. Elles encouragent la transparence et la confiance en la qualité des produits, ont des effets sur les revenus et l'emploi et permettent d'éviter le trafic routier. Elles peuvent renforcer l'influence directe des citoyens, améliorer les relations sociales et permettent une collaboration plus étroite entre l'économie, la politique et les acteurs de la société civile lors de la recherche de solutions durables aux problèmes régionaux (« Agenda 21 »). Culturellement, elles renforcent le sentiment d'assurance et l'identité ; écologiquement, elles soutiennent le recyclage des ressources. Il est beaucoup plus facile de créer un équilibre entre la durabilité écologique, économique et sociale à un niveau régional qu'à l'échelle globale. Même les marges de manœuvre politiques dans ce contexte sont souvent plus importantes au niveau régional qu'à de plus grandes échelles.

Par conséquent, la politique régionale ne devrait pas, avec son orientation sur le marché mondial, axer ses instruments d'aide en priorité sur le paradigme de croissance classique comme ce fut le cas jusqu'à présent. Les outils de promotion économique et agricole devraient viser davantage à aider efficacement les petites et moyennes entreprises. La mise en place de chaînes de valeur ajoutée régionale et la commercialisation de produits et prestations de services régionaux sont à soutenir en priorité ; les taxes et redevances peuvent être utilisées pour la gouvernance écologique.

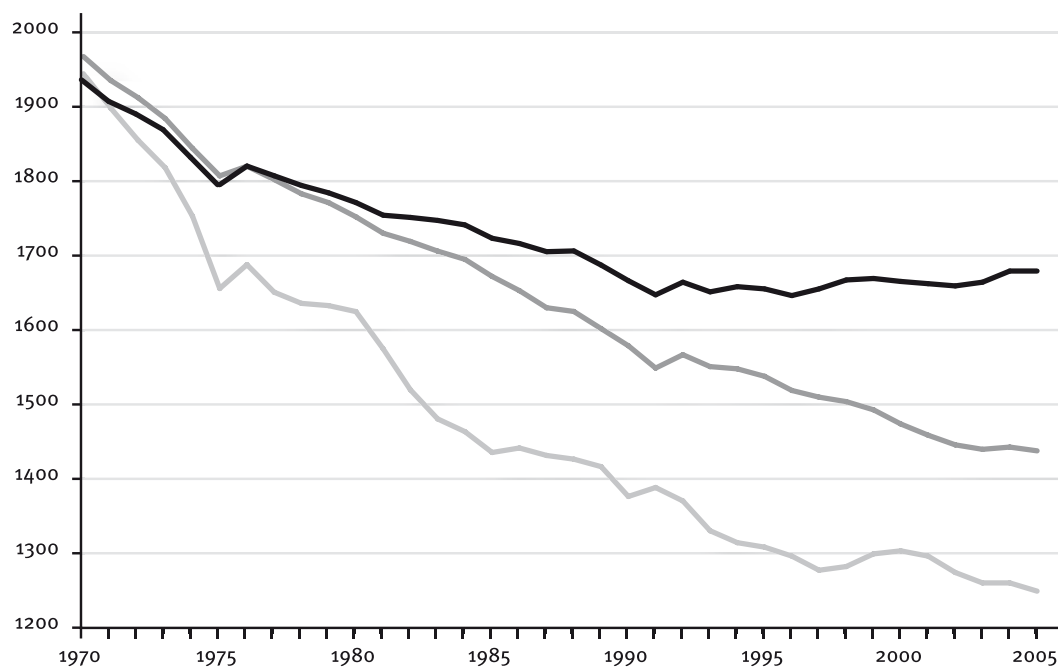
Une répartition juste du travail

La justice sociale est indispensable pour assurer la durabilité d'une société. Un aspect central est la répartition et la redistribution du travail dans sa globalité – l'activité professionnelle tout comme le travail de soin et le travail social communautaire. Le retour au plein emploi au sens classique s'étant depuis longtemps révélé illusoire, de nouvelles formes d'emploi réalistes doivent être développées. Au lieu d'un travail pour les uns et du chômage pour les autres, des temps d'activité professionnelle plus courts et flexibles doivent être mis en place pour tous. En parallèle, l'autre « partie » du travail – à savoir les activités de soin – doit être revalorisée sur le plan social et financier afin d'établir surtout une égalité entre les sexes.

Le bénéfice d'une telle répartition du travail est multiple, par exemple une meilleure santé due à la baisse des contraintes physiques et psychiques et à l'augmentation du temps libre. Les hommes et les femmes auraient alors des chances égales d'exercer une activité professionnelle en fonction de leurs besoins. Ce qui changerait, c'est la répartition des rôles entre les sexes, et de l'espace pour une nouvelle répartition des tâches familiales serait créé. Des réductions du temps de travail pourraient en outre modifier les comportements en termes de consommation, diminuer la consommation des ressources et contribuer à ce que moins d'énergie soit consommée et que l'environnement soit moins détérioré. Au niveau de la politique sociale, la problématique du chômage se trouverait atténuée grâce une meilleure répartition de l'activité professionnelle et le financement du système d'assurance sociale placé sur une base plus large.

Le défi pour la politique consiste, d'une part, à garantir une répartition et une rémunération justes de l'activité professionnelle ainsi qu'un système d'assurance sociale stable. D'autre part, il faut créer les conditions préalables sociales et

Expérience de pensée : temps d'activité professionnelle avec une répartition égale du volume de travail sur la population active potentielle 1970 – 2005



- Temps de travail annuel réel moyen (travailleurs salariés à temps complet)
- Temps de travail annuel réel moyen (travailleurs salariés/non salariés à temps complet et partiel)
- Temps de travail annuel moyen avec répartition (travailleurs salariés/non salariés à temps complet et partiel)

Source : *L'Allemagne, un pays durable dans un monde globalisé*, p. 433

financières permettant un essor de l'activité de soin et du travail social communautaire. A cette fin, une offensive en matière de formation et de qualification ainsi que l'introduction d'un salaire minimum global et d'un impôt négatif sur le revenu sont indispensables. Mais cela inclut également – dans une perspective de plus long terme – une allocation de base, par exemple par le biais d'un revenu minimum garanti. Ainsi, le rattachement d'une assurance sociale au travail salarié serait supprimé. Cette nouvelle politique sociale qui doit se référer à toutes les formes du travail, assure aussi bien des fonctions d'assu-

rance sociale que des services publics de base afin de permettre des activités sociales ainsi que le développement d'aptitudes humaines. Le cœur de cette politique se fonde sur une vaste extension des biens et prestations de services publics qui sont mis gratuitement à la disposition de toutes les personnes dans le cadre de l'allocation de base.

Cap sur une politique intérieure mondiale

Tous les domaines politiques doivent s'orienter de manière accrue sur la durabilité et la protection climatique. Parce que tous les pays du monde sont depuis longtemps étroitement liés par les différentes crises environnementales de manière inéluctable, il est nécessaire de mettre en place une politique intérieure mondiale dans le cadre de laquelle en particulier la politique extérieure, la politique de développement et de l'environnement avanceront main dans la main. Une telle politique environnementale coopérative est – outre la politique de sécurité et la politique commerciale globale – la pierre de touche pour déterminer si le monde reste gouvernable.

Une condition de réussite est l'équité.

Jusqu'à présent, les négociations internationales sur la protection climatique, la préservation et l'utilisation égale de la diversité biologique ainsi que l'arrêt de la destruction de la forêt vierge sont largement bloquées parce que les pays industriels et ceux en voie de développement se rejettent mutuellement la responsabilité de la destruction ainsi que des mesures palliatives. Au lieu de quoi, il faut trouver des mécanismes qui permettent d'équilibrer les différents souhaits, exigences et besoins des riches et des pauvres.

La seule manière pour réussir à surmonter le blocage actuel dans la politique climatique est que les pays industriels réduisent nettement leurs propres émissions et passent à un fonctionnement basé sur l'énergie solaire. Seulement ainsi, il sera possible de créer de l'espace pour le développement du Sud. En outre, les pays en voie de développement doivent être soutenus financièrement et technologiquement pour entrer dans l'ère solaire. En particulier les pays les plus pauvres ont besoin d'aide afin de s'adapter à l'inévitable changement climatique.

Deuxièmement, des réformes institutionnelles doivent être menées. Les institutions internationales telles que le Programme des Nations

Unies pour l'environnement (PNUE) chargées de la protection environnementale, ainsi que les organisations internationales des droits de l'homme doivent être réformées et renforcées afin de pouvoir exister face aux organisations de commerce multilatérales fortes telles que l'OMC et aux institutions financières internationales comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Au lieu de mener, comme jusqu'à présent, un « développement de rattrapage » avec ses répercussions sur le plan écologique, économique et social, le F.M.I. et la Banque mondiale devraient soutenir la naissance d'une société solaire. En outre, il faut garantir une participation du Sud équitable dans leurs organes de décision, une plus grande transparence et une obligation de rendre compte. Une organisation fiduciaire globale permettrait en plus de soustraire l'atmosphère terrestre au pouvoir économique ou politique et de la placer sous le régime d'une utilisation commune. Les droits à la pollution seraient ainsi répartis de manière juste et la surcharge de l'atmosphère s'en trouverait réduite.

Il ne sera possible d'éviter ou de résoudre les conflits que si la politique est appréhendée en tant que politique de la terre dont le cadre de référence principal n'est plus seulement l'intérêt national, mais le bien commun global. Pour qu'une architecture globale durable puisse voir le jour, il faut que les traités internationaux relatifs à l'environnement et aux droits de l'homme soient de manière générale prioritaires sur les contrats commerciaux.

Responsabilité dans les chaînes de production mondiales

Dans une économie globalisée où la production et la consommation sont liées à l'échelle mondiale, de l'extraction des matières premières au commerce de détail et à leur élimination en passant par leur transformation, la responsabilité

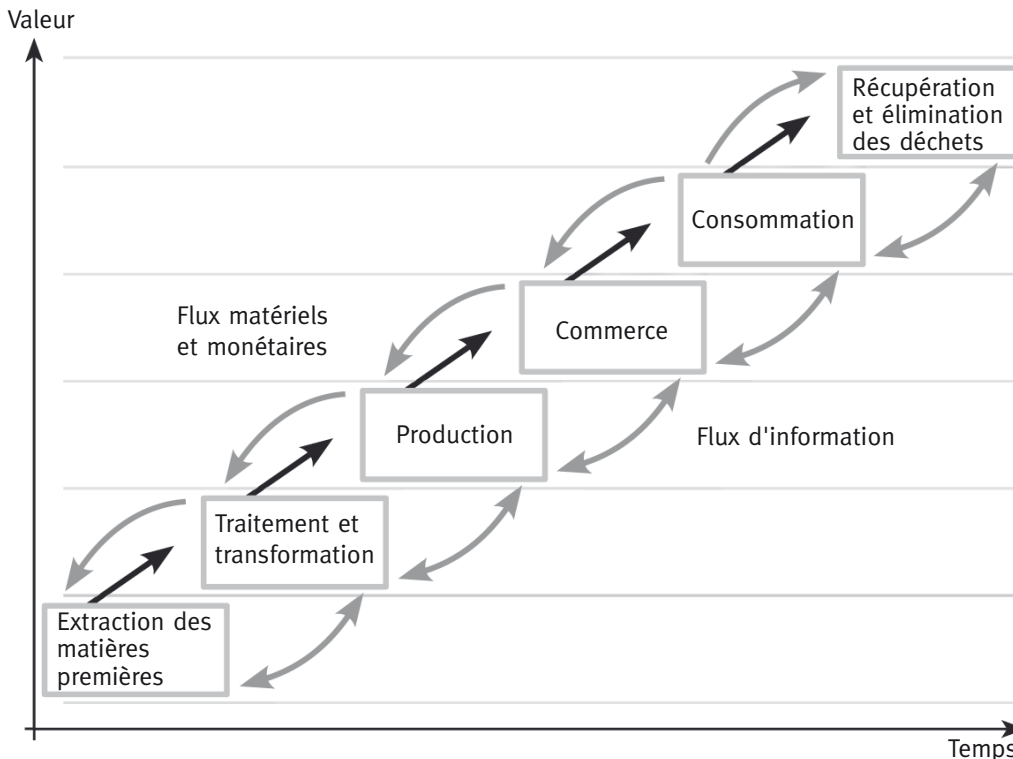
des entreprises, des consommateurs et de la politique ne s'arrête pas aux frontières nationales. La consommation des ressources, les contraintes environnementales et les conditions de travail indignes, souvent celles des femmes, constituent des problèmes centraux au niveau des chaînes de production et de valeur ajoutée globales qu'il convient de résoudre en commun. Au cœur de ces préoccupations, il y a la question des salaires suffisants et des prix équitables qui reflètent aussi bien les coûts écologiques liés à la production qu'une répartition juste de la valeur ajoutée.

Une nécessité d'action concerne directement les entreprises. Par la délocalisation de leur production dans d'autres pays, elles sont en mesure de se décharger plus facilement des coûts sociaux et écologiques que dans les pays industriels. Les normes de travail nationales et les droits de l'homme fondamentaux tels que les normes

de travail fondamentales reconnues à l'échelon international, édictées par l'Organisation internationale du travail (OIT), y sont souvent bafouées. La formation de syndicats est fréquemment interdite et les salaires minima sont maintenus exprès à un niveau faible. Et la plupart du temps, seule une partie moindre de la valeur ajoutée reste dans les pays pauvres. Il en résulte une répartition très inégale des bénéfices ainsi que des coûts sociaux et écologiques entre les investisseurs, les pays et les populations.

Une approche qui permettrait aux entreprises d'adopter un comportement plus responsable serait de prendre davantage en considération les engagements volontaires et les activités des entreprises ainsi que les aspects sociaux et écologiques de leur activité. De plus en plus de sociétés revendiquent leur responsabilité sociale (*Corporate Social Responsibility*), notamment parce qu'elles redoutent la domination du

La chaîne de valeur ajoutée globale



Source : *L'Allemagne, un pays durable dans un monde globalisé*, p. 485

marché par les consommateurs, devenus plus critiques en cas de non-respect des normes sociales ou des dégâts environnementaux suite à des campagnes organisées par la société civile. Pour fixer des normes sociales ou écologiques pour les entreprises, des organisations environnementales et des syndicats collaborent désormais avec des entreprises et en partie avec des organisations étatiques (*initiatives multi-acteurs*) dans des domaines tels que le vêtement, la culture du café ou la sylviculture. Un exemple est le

Forest Stewardship Council (FSC), un écolabel garantissant la fabrication de produits avec du bois ayant respecté des procédures censées garantir la gestion durable des forêts.

De par leur comportement en matière d'achat, les consommateurs peuvent également contribuer à ce que l'histoire d'un produit soit plus durable, ce depuis son origine jusqu'à son élimination. Les labels de commerce équitable et les écolabels peuvent leur fournir les points de repère nécessaires. Tout comme il est demandé à l'Etat, aux autorités ou aux Eglises, en tant que consommateurs institutionnels, de tenir compte des normes sociales et écologiques dans leur politique d'achat. Non seulement leurs décisions pèsent un certain poids, elles jouent aussi un rôle d'exemple.

Des accords volontaires et le pouvoir des consommateurs ne suffisent toutefois pas, à eux seuls, à rendre les chaînes de valeur ajoutée globalement plus justes et écologiquement durables. Elles doivent être complétées par un cadre d'action plurisectoriel qui formule des règles pour tous les acteurs et garantisse la transparence. Avec des lois et des structures attractives appropriées, la politique de régulation de l'Etat doit compléter le volontariat par l'obligation et, le cas échéant, des sanctions.

Une résistance vient en partie des pays en voie de développement qui considèrent les normes sociales et écologiques comme de nouvelles barrières commerciales parce qu'elles restreignent leurs avantages compétitifs et érigent des obstacles pour les exportations vers les pays industriels. Les intérêts de tous, en particulier des producteurs et des travailleurs dans les pays en voie de développement, doivent donc être pris en compte lors de l'élaboration et de la formulation de normes. Par ailleurs, une coopération à long terme et participative en termes de développement devrait se trouver au premier plan en ce qui concerne les investissements à l'étranger et non pas l'ambition de tirer des profits à court terme des avantages locaux pour lesquels les pays et les hommes paient un prix écologique et social élevé.

Le commerce peut être équitable

L'idée de relations commerciales équitables entre les consommateurs au Nord et les producteurs au Sud est née dans les années 70 suite à la critique du système de commerce mondial en place. A l'origine, l'objectif consistait à contourner les grands groupes, à cesser l'exploitation du Sud et à établir des structures commerciales fondées sur l'équité au lieu de la maximisation des profits. Avec les producteurs, des normes sont conclues au niveau des conditions de travail et des salaires.

Les prix qui leur sont payés pour le café, le sucre, le thé et un éventail croissant de produits garantissent un minimum vital et englobent, outre les coûts de production, une prime de commerce équitable servant à soutenir des projets communautaires. Les prix des produits équitables sont la plupart du temps nettement supérieurs à ceux du marché mondial. Par ailleurs, des relations commerciales à long terme sont établies et le développement d'organisations, par exemple de coopératives de petits paysans ou des syndicats, soutenu. Les acheteurs n'acquièrent pas seulement des produits dotés d'une « valeur ajoutée sociale », mais obtiennent aussi des informations politiques, notamment via des « magasins du monde ».

Entre-temps, le saut depuis la niche des « magasins du monde » vers les supermarchés a été effectué avec succès, ce qui est accueilli positivement par les uns, parce que cela signifie une hausse des chiffres de vente et un revenu stable pour plus d'un million de familles de producteurs. Mais d'autres en revanche critiquent l'abandon de l'idée initiale du commerce équitable qui était une critique des structures commerciales établies.

De nouvelles règles pour le commerce mondial

En tant que championne du monde de l'exportation, l'Allemagne a la responsabilité particulière d'établir ses relations commerciales avec le monde en respectant l'environnement, de manière juste sur le plan social et au niveau international. Jusqu'à présent, l'encouragement des exportations et des investissements à l'étranger des entreprises allemandes, par exemple par la caution de l'Etat « Hermes », a priorité sur la protection de l'environnement et des droits de l'homme et l'endettement de pays du Sud est favorisé. Au lieu de quoi, les entreprises allemandes pourraient être soutenues afin de contribuer à la consolidation économique de ces pays en exportant les produits et procédés de fabrication ainsi qu'en préservant les ressources.

Au niveau international, les règles du commerce mondial mises au point par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995 sont négociées et appliquées dans des domaines essentiels. Outre ces négociations multilatérales, des accords bilatéraux en matière de commerce et d'investissement revêtent une importance accrue en particulier depuis que la série de négociations actuelle de l'OMC concernant des étapes de libéralisation supplémentaires, ledit cycle de Doha, semble avoir échoué. Tous les accords et négociations visent au fond à supprimer les obstacles pour le commerce et les investissements et à ouvrir de nouveaux marchés au capital global.

Bien entendu, le commerce international et les investissements à l'étranger sont nécessaires. Mais ils devraient être régulés de sorte à contribuer à davantage d'écologie et d'équité dans l'économie mondiale – et à tous les niveaux.

Cela implique par exemple que les gouvernements conservent une marge de manœuvre et une flexibilité suffisantes afin de protéger les producteurs locaux, faisant ainsi baisser le chômage et la pauvreté. Le commerce avec les

marchandises fabriquées de manière juste sur le plan social et dans le respect de l'environnement durable peut être encouragé en imposant des taxes douanières plus élevées (« accès au marché qualifié ») par exemple aux textiles pendant la fabrication desquels les droits des femmes ne sont pas respectés. Pour empêcher un surendettement des pays ainsi que des crises financières comme en Asie à la fin des années 90, l'équilibre des bilans commerciaux doit être encouragé. La réglementation internationale en termes d'investissements peut être utilisée pour appliquer les obligations extraterritoriales des Etats et contraindre les entreprises à l'étranger à respecter les droits de l'homme des Nations Unies, les normes de travail fondamentales de l'OIT, les normes environnementales inscrites au niveau international ainsi que les conventions relatives à la lutte contre la corruption.

Une négociation spéciale et privilégiée doit être mise en place de manière permanente avec les pays démunis du Sud afin qu'ils aient au moins une chance dans la concurrence inégale avec les pays industriels et émergents. Et inversement, le pouvoir de marché des groupes transnationaux doit être enrayé, par exemple en empêchant la formation de monopoles et de cartels et en faisant cesser toute concurrence déloyale. Il faut permettre plus d'équité entre les acteurs du marché.

De plus, un manque évident de démocratie règne dans la politique commerciale. Les discussions publiques sont rares, les possibilités d'influence des parlements et de la société civile sont limitées. En revanche, les groupes d'intérêts, en particulier ceux du secteur économique, ont une forte influence sur les négociations et les décisions en matière de politique commerciale. Afin que cela change, la participation du Parlement européen et du Bundestag, le parlement allemand, doit être améliorée. Les processus de décision à tous les niveaux doivent devenir plus transparents pour la société civile et les parties concernées, et une participation active doit être rendue possible. Et la politique commerciale

doit concorder avec les objectifs de la politique de l'environnement et de développement au lieu de s'y opposer comme c'est souvent le cas jusqu'à présent.

Les citoyens et citoyennes gagnent en influence

Un développement durable a besoin de la participation des citoyens. De nouvelles initiatives civiles sont requises afin de créer, aux niveaux les plus divers, un contrepoids à l'économie privée et l'administration pour lesquelles la durabilité n'est pas toujours une question prioritaire.

Sur le plan local, les possibilités d'une participation politique sont particulièrement importantes. Une condition préalable implique toutefois que les citoyens soient informés suffisamment et à temps des planifications et des décisions. Cela concerne tout particulièrement les groupes de population tels que les enfants et les adolescents ou les migrants qui ont moins de possibilités que d'autres groupes pour faire valoir

leurs intérêts. De plus, l'administration n'a pas le droit de profiter d'une participation des citoyens comme mesure de remplacement bon marché pour se débarrasser de l'exploitation de terrains de sport ou de piscines ou pour limiter les prestations accessibles au public.

Pour les personnes dotées d'une conscience politique, il existe de nombreuses possibilités d'action – le développement des énergies renouvelables, de mesures en matière d'économie énergétique et l'aménagement d'un système de transport local influençant positivement la qualité d'une ville et le comportement en termes de mobilité, ainsi que des partenariats avec des villes et dans le cadre de projets avec des hommes et des femmes d'autres régions de la Terre ou encore un travail de formation en matière de politique de développement. La démocratie et l'Etat de droit offrent diverses possibilités pour :

- **s'engager**, par exemple dans le processus de planification urbaine comme l'élaboration d'un plan d'occupation des sols, un concept de développement urbain ou de protection du climat,
- **empêcher** que des institutions publiques tels que les services municipaux ne soient privatisées ou que des projets de grande envergure à caractère destructeur tels que des routes, aéroports ou nouvelles et grandes centrales électriques ne cimentent un développement non durable pour des décennies,
- **optimiser** avec des citoyens venant compléter la compétence professionnelle spécialisée par leur propre compétence en tant qu'experts de la vie de tous les jours – par exemple en tant qu'usagers des moyens de transport publics,
- **réaliser** avec des groupes de citoyens prenant en charge des prestations municipales en tant que « co-producteurs » des pouvoirs publics, par exemple pour la production de courant

Les « rebelles du courant de Schönau »

Après la catastrophe nucléaire de Tchernobyl en 1986, les citoyens de la petite localité de Schönau en Forêt-Noire décidèrent de ne se fournir qu'en courant produit sans l'énergie nucléaire. Ils achetèrent donc le réseau électrique local et fondèrent en 1991 leur propre entreprise d'approvisionnement, l'usine électrique de Schönau. Cette initiative est rendue possible grâce aux dons et à des sociétaires privés, avant tout originaires de Schönau. Le courant provient d'installations solaires, de la force hydraulique et de la production combinée de chaleur et d'électricité qui ménage le climat. Depuis la libéralisation du marché du courant, les habitants de Schönau vendent leur courant écologique dans tout le pays et approvisionnent désormais plus de 50 000 clients.

Pour les procédures de planification de projets, il est possible de former opposition, les tribunaux peuvent être saisis. La consultation populaire et les décisions des citoyens, sous forme de « démocratie directe » constituent d'autres possibilités d'intervention.

Le privé est politique

Il est également possible d'exercer une influence par son propre mode de vie – par exemple en tant que consommateur, qui adopte un mode de pensée politique pour ses achats et pense donc comme un citoyen, et prend en considération les contraintes environnementales ainsi que la solidarité avec les personnes qui ne vivent pas dans de bonnes conditions. Les besoins fondamentaux – nourriture, habitat et mobilité – peuvent aussi être satisfaits d'une manière s'avérant moins néfaste pour l'environnement et les producteurs que jusqu'à présent. Des solutions et des concepts novateurs permettent de modifier le comportement en matière de consommation sans que ce ne soit au détriment du bien-être. Toutefois, une telle compréhension nouvelle de la consommation et du style de vie sera plutôt possible chez ceux qui ne doivent pas faire attention au moindre euro.

Cela commence avec l'achat stratégique. En choisissant les produits portant l'écolabel régional, relevant du commerce équitable ou en réduisant leur consommation de viande, les consommateurs peuvent décider si et dans quelle mesure les inégalités écologiques et sociales doivent perdurer ou être éliminées. Passons maintenant à l'habitat : les nouvelles constructions peuvent être exemptes d'émissions ; dans le cas des bâtiments déjà existants, il existe de nombreuses possibilités d'économiser des ressources en utilisant des appareils économes en énergie et en installant des panneaux solaires pour chauffer l'eau. Les investisseurs peuvent placer leur argent dans des fonds écologiques ou des parcs d'éoliennes et éviter les actions d'entreprises qui se sont faites remarquer à cause d'infractions en matière de

Le pouvoir de marché de l'Eglise

On estime que les deux grandes Eglises chrétiennes en Allemagne, y compris des organisations comme Caritas, Johanniter et Diakonie achètent environ 120 000 véhicules par an. Si elles utilisaient ce pouvoir de marché et achetaient des véhicules moins consommateurs, elles pourraient non seulement rendre plus crédible leur appel à « préserver la création », mais aussi poser les jalons d'un changement de tendance. Le début est fait : depuis janvier 2008, un projet concernant les « achats durables » étudie le comportement des Eglises avec pour objectif d'orienter leurs achats en fonction de critères écologiques et sociaux.

protection environnementale ou de droits du travail. Les propriétaires d'automobiles économisent du carburant en limitant volontairement leur vitesse – ou renoncent directement à en posséder une en optant pour la bicyclette, les transports en commun publics et l'auto-partage.

Un nouveau style de vie durable qui, au lieu de la consommation de biens, s'oriente davantage sur l'usage, permet non seulement d'économiser des ressources mais aussi de se réaliser personnellement. Une réduction du temps de travail peut créer un nouveau bien-être en termes de temps et accroître la satisfaction de la vie en laissant plus d'espace aux relations sociales et aux projets personnels. Selon les enseignements classiques, le bonheur peut être atteint de manière plus rapide et plus sûre en diminuant les besoins qu'en les satisfaisant davantage.

Les acteurs du changement de cap

Une Allemagne durable au sein d'un monde globalisé ? Cette question concerne les bases de notre modèle de civilisation. Au sens figuré : un pétrolier, monstre d'acier, qui est propulsé par des combustibles fossiles, est difficile à manœuvrer et représente une source de danger pour l'environnement, doit être transformé en un voilier de compétition moderne, léger et facile à manœuvrer, propulsé et alimenté par l'énergie éolienne et solaire, avec certes moins de puissance et de vitesse mais sans pollution ni aucun risque. Les deux ont pour fonction de transporter des personnes et des marchandises, mais l'un le fait en harmonie avec la nature et l'autre est un fléau qui l'engloutit.

Pour relever les défis posés à une Allemagne durable dans un monde globalisé à tous les niveaux – local, national et global –, les aspects suivants sont essentiels :

- Nous devons nous arranger avec moins de ressources, et surtout avec moins d'énergies fossiles et organiser l'entrée dans une société économisant l'énergie – un triple tournant à négocier dans le secteur énergétique, le trafic et l'agriculture.
- Une telle politique économique contribue aussi à la durabilité économique parce que les dépendances et les conflits diminuent. Pour rendre l'économie plus résistante à la crise et plus orientée sur la durabilité, il faut en outre réguler les marchés et réduire la priorité des intérêts financiers.
- L'équilibre social et l'équité exigent une nouvelle politique du travail et de participation ainsi que des mesures visant à une nouvelle répartition des revenus et des richesses.

Techniquement, de nombreuses choses sont possibles depuis longtemps pour construire le nouveau voilier. Pour le changement de cap énergétique, des énergies renouvelables et des stratégies d'économie existent, qui permettent de rénover les bâtiments, de moderniser les installations industrielles et de rendre les appareils moins consommateurs. Le développement de systèmes de transport publics, de normes plus strictes en termes de consommation ou d'un impôt sur le kérosène pour le trafic aérien sont des moyens pour le changement de cap dans le domaine du trafic. L'agriculture écologique peut apporter le tournant agricole, soit la renonciation à la culture intensive en énergie.

Tandis que les gouvernements sont largement restés inactifs, des scientifiques, entrepreneurs, groupes de la société civile et fédérations dans de nombreux pays possèdent heureusement la pratique et ont produit les connaissances pour rendre la société et l'économie plus verte et plus juste. Une des pensées de base de ce « mouvement sans nom » international est la suivante : les droits des hommes et des femmes et la chaîne de vie de la nature sont plus importants que les marchandises et l'argent.

Dans de nombreuses approches et activités, des alternatives voient le jour à petite échelle, de l'agriculture biologique au commerce équitable, des maisons « zéro énergie » à l'industrie solaire, des initiatives de quartiers aux réseaux de recherche globaux en passant par les projets des jardins interculturels dans le cadre desquels des familles d'origine différente cultivent des terrains et organisent diverses activités. Le développement de secteurs de l'économie écolo-équitable et l'utilisation d'énergies renouvelables progressent. Tout au moins en Europe, la résistance contre les produits alimentaires génétiquement modifiés est jusqu'à présent une réussite.

Les sociétés expérimentent un concept de produits plus éco-efficients et des procédés de fabrication nécessitant moins de ressources. Les communes mettent en œuvre des mesures pour l'apaisement du trafic et l'assainissement de bâtiments plus économes en matière d'énergie.

Mais ces seules actions n'apporteront pas le changement de civilisation nécessaire. Ses pionniers ont certes les meilleures solutions – et aussi de l'influence grâce à leur force de conviction et leur interconnexion. Mais les approches et les initiatives doivent pour ainsi dire être converties à grande échelle. La transformation ne sera réalisable qu'avec un soutien massif de la politique. Cela vaut à plus forte raison pour un aménagement plus juste de l'économie mondiale.

Afin que l'Etat, en tant que représentant légitime du bien-être universel, puisse aider à son expansion, la politique doit revoir l'ordre de ses priorités. Elle a besoin d'un nouveau sentiment d'assurance. La prépondérance des intérêts financiers dans la formation de l'opinion et de décision doit diminuer, il faut élargir l'indépendance de l'Etat par rapport à l'industrie, c'est-à-dire au lobby économique, et mettre un terme au démontage de l'autorité de l'Etat par le néolibéralisme qui se déroule depuis des années. En effet, l'obligation de s'engager pour l'intérêt public en tant que propriétaire privé, telle qu'établie dans la constitution allemande, n'entraîne pas seulement son obligation sociale, mais aussi son obligation en matière de responsabilité vis-à-vis de l'environnement naturel.

Ainsi, la politique doit créer de nouveaux filets de sécurité institutionnels et des blocages systématiques pour le comportement des consommateurs et des producteurs. Les entreprises doivent accepter, entre autres, que les produits et leurs procédés de fabrication correspondent à des critères sociaux et écologiques. Et en tant

que monopole naturel, les réseaux de courant, d'eau et de gaz doivent être gérés par la main publique.

En politique commerciale également, il faut aider la durabilité à percer. L'environnement et les droits de l'homme doivent devenir la base normative pour les relations d'échanges internationales pour prévenir des dommages et favoriser les profits. Il faut supprimer les **subventions pour l'export** dans le Nord qui préjudicient à la production dans les pays plus pauvres, écrasent les prix et ruinent les paysans et établissements locaux. Les **accords commerciaux** doivent garantir que les relations commerciales servent les droits de l'homme et la protection de l'environnement. Le droit des pays en voie de développement de piloter l'étendue et la qualité de leurs importations, par exemple pour protéger leurs petits paysans et se charger eux-mêmes et de manière souveraine de leur alimentation, doit être reconnu. Les **entreprises transnationales** doivent être contraintes à respecter les normes sociales et écologiques.

Cette évolution ne se déroule généralement pas sans conflits, des manifestations contre les centrales nucléaires et de charbon aux discussions dans les parlements en passant par les chaînes humaines lors de sommets économiques mondiaux. La transformation doit s'imposer contre les intérêts puissants et les droits acquis qui vendent en outre des concepts anciens comme étant des solutions, mais qui bloqueraient en fait le changement nécessaire, parmi lesquels un nombre croissant d'exportations de denrées alimentaires, une nouvelle « révolution verte » et la génétique, les centrales de charbon, l'énergie atomique ou la culture d'agrocarburants sur de vastes surfaces.

La politique peut trouver des alliés dans certains domaines de l'économie, mais surtout dans

la société civile. Sans un fort engagement de celle-ci, le changement de cap pour une Allemagne durable n'aura pas lieu. Beaucoup de choses dépendront de si le nouveau « mouvement sans nom » international pourra gagner du terrain à temps en faveur d'un monde durable et provoquer le changement de cap nécessaire.

Le changement exige de tous de regarder davantage au-delà de leur zone d'action actuelle, d'interconnecter les idées et les actions et de développer de nouvelles formes de coopération. Cela signifie par exemple que les entreprises se satisfont de profits modérés et que les politiciens abandonnent leur style politique au souffle court en faveur d'une clairvoyance et de stratégies porteuses d'avenir en n'envisageant pas en priorité par exemple le site allemand dans la concurrence globale. Pour les citoyens, la consommation ne déterminerait pas le bien-être et « plus radin » ne serait pas « plus malin », les syndicats ne se limiteraient pas à représenter les intérêts de leurs membres, mais tiendraient aussi compte davantage des chômeurs et des petits salaires. Dans les zones riches du monde, il est demandé aux investisseurs, entreprises et consommateurs de délaissier une part de leur bien-être et de leur pouvoir à la nature et aux personnes qui ne vivent pas dans de bonnes conditions.

Mais pour cela, le rapport entre l'Etat et les citoyens doit changer afin d'obtenir leur acceptation pour les mesures de transformation. En effet, elles exigent une coopération et des sacrifices et augmentent les coûts de la vie quotidienne. Les mesures doivent être évidentes, transparentes et concerner tous, en fonction de leur pouvoir économique. Une politique environnementale qui n'est pas en même temps une politique sociale échouera. Si l'inégalité sociale devait continuer à se creuser, il n'y aura pas de durabilité. Un nouveau pacte social est nécessaire pour satisfaire la relation entre l'Etat, l'économie et la société civile, entre l'humanité et la nature, entre les pays pauvres et les pays riches.

Il n'y a vraiment aucune raison de céder à un optimisme sans bornes. Mais l'histoire n'est pas prévisible, elle montre régulièrement les surprises dont elle est capable – de la chute du mur en Allemagne à la victoire du mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud. Le journaliste, homme politique et philosophe italien Antonio Gramsci l'exprimait de la manière suivante : « Je suis pessimiste par l'intelligence mais optimiste par la volonté. »

L'Allemagne, un pays durable dans un monde globalisé – Des défis à relever pour nous tous

Vivre en pleine conscience – tel est le mot d'ordre pour chaque citoyen et chaque citoyenne.

En tant que consommateurs, habitants, voyageurs ou navetteurs, dans les villages ou les quartiers citadins, chacun est appelé à adapter son style de vie aux nécessités d'une responsabilité globale : ne pas contribuer à la surexploitation de la biosphère et des ressources naturelles, ne pas satisfaire ses propres besoins au détriment d'autrui.

Néanmoins, il serait naïf de croire qu'il soit possible de modifier les comportements de chacun dans la mesure requise rien qu'en prenant conscience des circonstances et des nécessités. C'est pourquoi le défi qui se pose à l'économie est d'assumer ses responsabilités en termes de durabilité. La sponsorship des milieux culturels et sportifs ou une bienfaisance sociale ne sera pas suffisante ; il faut bien davantage cesser d'externaliser les coûts sociaux et écologiques et, à la place, mettre à disposition des produits ainsi que des prestations de services consommant peu de ressources et permettant aux consommateurs d'adopter plus facilement un style de vie qui s'inscrit dans le concept de la durabilité.

Hormis quelques niches, la prise de conscience immédiate ne va pas à elle seule amener l'économie à provoquer une remise en question du principe de la maximalisation des bénéfices grâce à des objectifs sociaux et écologiques communs.

C'est pourquoi il est du devoir de l'Etat de créer les bons attraits pour les consommateurs et les entreprises. L'Etat doit saisir les possibilités existantes en termes de régulation politique

et, de surcroît, regagner de nouvelles marges de manœuvre, ce aussi bien dans le cadre national qu'à l'échelle internationale, par exemple avec les Nations Unies et l'Organisation mondiale du commerce.

Toutefois, le pouvoir de l'Etat nécessite également des limites imposées par un contrôle public. Outre les médias, ce contrôle doit être exercé notamment par les organisations non gouvernementales dont la position est à renforcer. Mais celles-ci doivent aussi s'interroger de façon critique quant à la manière dont leur travail contribue à un développement durable.

Les Eglises jouent elles aussi un rôle important et se doivent d'être un exemple pour le changement de cap à venir dans notre société. Il leur est demandé de renforcer leurs activités en faveur d'une société durable et de mettre en œuvre dans leurs propres structures des formes d'économie et de travail durables. Pour ce faire, elles peuvent se rattacher à des réflexions œcuméniques sur ce à quoi devrait ressembler un monde futur qui aspirerait à la paix, la justice et la préservation de la création.



Service des Eglises Evangéliques en Allemagne pour le Développement (EED)

Ulrich-von-Hassell-Str. 76, 53123 Bonn, Allemagne

Tel. +49 (0)228-8101-0

www.eed.de



BUND – Amis de la Terre Allemagne

Am Köllnischen Park 1, 10179 Berlin, Allemagne

Tel. +49 (0)30-27586-469

www.bund.net



Pain pour le Monde

Staffenbergstr. 76, 70184 Stuttgart, Allemagne

Tel. +49 (0)711-2159-0

www.brot-fuer-die-welt.de